



Jean-Claude Vigor est de retour

À lire tous les samedis en page D 6



www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 98

LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 MAI 2008

2,22\$ + TAXES = 2,50\$

## La mort dans l'arbre

Le tiers des arbres montréalais vivent dans des conditions extrêmes



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Agissant comme de véritables climatiseurs en milieu urbain, les arbres sont essentiels à la qualité de vie en ville. De fait, leurs avantages ne sont plus à prouver. Des 675 000 arbres publics qui verdissent Montréal, plus du tiers sont plantés en bordure de rue dans des conditions parfois extrêmes. Grandir dans un environnement bétonné relève de l'exploit.

JEANNE CORRIVEAU

Confinés à leur carré de trottoir, les arbres de rue montréalais mènent un combat perpétuel pour survivre. Et l'hiver exceptionnel que la métropole a connu a été rude pour eux, car le pire ennemi de l'arbre urbain n'est pas la neige mais bien le déneigeur trop intrépide. Arbres

fauchés, troncs écorchés et branches brisées témoignent de cet hiver éprouvant. Et leur feuillage printanier tout neuf ne signifie pas pour autant que leurs malheurs sont terminés.

Chaque printemps, il faut faire le bilan des morts et des blessés. Dans l'arrondissement du Sud-Ouest, 28 arbres ont été fauchés par les déneigeurs au cours de l'hiver, comparativement à cinq l'année précédente.

Les autorités de l'arrondissement ont dénombré 43 arbres souffrant de blessures significatives. Ces dommages se sont traduits par des réclamations de 24 328 \$ auprès des entrepreneurs en déneigement.

Les blessures mécaniques ne doivent pas être prises à la légère. Pendant des années, l'arbre devra panser ces plaies qui constituent autant de portes d'accès pour la maladie, le plus grand tueur d'arbres urbains. Les opérations de déneigement successives ont été une véritable épreuve pour les arbres l'hiver dernier, en particulier dans les arrondissements centraux comme le Plateau Mont-Royal et Rosemont-Petite-Patrie, où les

VOIR PAGE A 8: MORT

DÉPENSES ÉLECTORALES

## Cannon plaide l'ignorance

Responsable de la campagne du PC au Québec, le ministre dit ne pas avoir connu la formule de répartition de la facture de publicité

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Il était peut-être le responsable numéro un de la campagne électorale du Parti conservateur au Québec, mais Lawrence Cannon affirme ignorer quelle a été la formule de répartition de la facture de publicité — aujourd'hui contestée par Elections Canada — entre les différents candidats québécois impliqués dans ce qu'on appelle le «in and out».

Lors de la campagne électorale de 2005-06, Lawrence Cannon, aujourd'hui ministre des Transports à Ottawa, était le lieutenant conservateur du Québec. À ce titre, il siégeait à la commission électorale et était responsable notamment de la nomination des candidats; il était directeur exécutif adjoint du parti national, c'est-à-dire numéro deux de la formation; enfin, il était le grand responsable de la stratégie électorale du PC au Québec.

Malgré ses responsabilités, M. Cannon a affirmé hier n'avoir aucune idée de la logique utilisée pour imputer des factures de publicité à 27 candidats conservateurs dans la province, qui varient de 5000 \$ à près de 52 000 \$ sans raison apparente.

«La formule de répartition sera divulguée ou sera discutée lorsque nous irons devant les tribunaux», a d'abord affirmé M. Cannon lors d'un bref point de presse.

Comment explique-t-il les variations dans une même région? En Outaouais, par exemple, le coût des publicités prétendument régionales achetées selon le système «in and out» a été assumé par les cinq candidats, mais deux ont versé près de 45 000 \$ chacun alors que M. Cannon a payé seulement 6100 \$. Pourtant, les publicités diffusées dans la région ont logiquement bénéficié également à chaque candidat.

«Je n'ai pas la formule de répartition», a répondu le ministre. Pressé de questions, il a ajouté ceci: «Non, je ne la connais pas. Cette information-là pourra être connue au moment où nous déposerons la preuve.»

La question est importante: Elections Canada soupçonne le Parti conservateur d'avoir créé, lors de la dernière campagne électorale, un système qui lui aurait permis de dépenser plus d'argent que ce que la loi



Lawrence Cannon

VOIR PAGE A 14: CANNON

La réaction des arbres au stress ■ Trésors ligneux du patrimoine > pages A 6 et A 7

## Nouveaux remous autour de Yahoo!

FRANÇOIS DESJARDINS

Une lourde odeur de suspense a parfumé les marchés américains hier après l'émergence soudaine d'informations portant sur des pourparlers intenses entre Yahoo! et Microsoft, qui tente par tous les moyens d'acquiescer le pionnier de la Silicon Valley afin de combler son retard dans le domaine d'Internet.

Sur le Nasdaq, l'action a bondi de 7 % hier

Selon ce que croyait savoir le Wall Street Journal en fin de journée hier, les deux camps exploieraient toutes les avenues pouvant mener à une offre d'achat amicale. Cependant, rien ne pouvait garantir le succès des négociations, précisait le quotidien, ajoutant qu'une entente, du moins selon ses sources, n'était «pas imminente».

À l'époque, l'offre de Microsoft pour Yahoo! évaluait l'action de l'entreprise à 31 \$. Au cours des dernières heures toutefois, Microsoft aurait tenté de se

VOIR PAGE A 14: YAHOO!

## Dans la tête

JEAN DION

La question reste toujours de savoir jusqu'ou on est prêt à aller. Prenez le Philadelphie, par exemple. Il s'est emparé de la rondelle derrière sa cage, est sorti de sa zone, a traversé le territoire neutre, a pénétré chez Canadien, a peuplé l'enclave, et... et... vous savez ce qu'il a fait ensuite? Compté le premier but? Oui. Compté le premier et

le deuxième but? Encore oui. Quatre fois de suite. Mais ils ont accompli encore mieux, les Flyers, dont on ne devrait pas se surprendre qu'ils volent des victoires, dans le sens de, avec un nom pareil et une aile stylisée en guise d'écusson. (On peut d'ailleurs se demander qui volerait le plus dans l'hypothèse d'une finale entre le Philadelphie et le

VOIR PAGE A 14: TÊTE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le vrai problème, c'est que même quand tout fonctionne et que le Canadien obtient une bonne chance de marquer, Martin Biron se trouve inévitablement dans le chemin.

www.editionsfides.com

Arguments pour un programme

GEORGES LEROUX  
ÉTHIQUE  
CULTURE RELIGIEUSE  
DIALOGUE



GEORGES LEROUX  
Éthique, culture religieuse, dialogue  
9,95 \$ • 120 pages

FIDES



### INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... C 5
Annonces..... B 12	Monde..... A 10
Avis publics..... B 8	Mots croisés..... D 3
Bourse..... B 4	Météo..... B 11
Carrières..... B 7	Perspectives..... C 1
Décès..... B 12	Rencontres..... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 10
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 11

# LES ACTUALITÉS

## Les athlètes canadiens porteront un uniforme « made in China »

KARINE FORTIN

Ottawa — Les athlètes canadiens qui participeront aux Jeux olympiques cet été à Pékin porteront des uniformes faits en grande partie en Chine. Les protestations des syndicats du vêtement et des politiciens n'y changeront rien.

La Compagnie de la Baie d'Hudson soutient qu'elle a fait de son mieux mais qu'il était impossible de faire produire au Canada tous les vêtements et accessoires requis par l'équipe olympique, qui compte plusieurs centaines de personnes.

La porte-parole de l'entreprise, Hillary Marshall, a souligné que la collection présentée jeudi aux médias était «écologique». Beaucoup de morceaux seront faits de bambou, de coton biologique et de cocola, un textile technologique dérivé de l'écorce de noix de coco.

«Ces textiles ne sont tout simplement pas disponibles au Canada», a-t-elle déclaré, en entrevue à la Presse canadienne.

D'après elle, il aurait en outre été difficile de manufacturer au pays suffisamment de vêtements pour répondre aux besoins des athlètes ainsi qu'aux désirs des supporters, qui pourront se procurer certains éléments chez La Baie.

Le Comité olympique canadien (COC), qui a commandé les vêtements, se dit «très heureux et très satisfait» de la collection, en dépit de la controverse qu'elle a suscitée.

Les matériaux sélectionnés assureront le confort des athlètes en dépit du taux d'humidité très élevé à Pékin en été, a fait valoir la responsable des communica-



Le village olympique où logeront les athlètes durant les Jeux.

ENG KOON AGENCE FRANCE-PRESSE

tions, Sylvie Bigras.

Le COC a toutefois insisté pour que les deux morceaux les plus importants de l'uniforme — le manteau de la cérémonie d'ouverture et celui qui porteront les médaillés sur le podium — soient faits au Canada.

«Ce sont les vêtements les plus évidents. La cérémonie va être vue par plusieurs millions de per-

sonnes», a souligné Mme Bigras.

En plus de fabriquer les uniformes, la Compagnie de la Baie d'Hudson remplit les caisses du COC, à qui elle a promis de donner plus de 20 millions de dollars en sept ans, grâce à des tournées de golf et à des courses commanditées, entre autres.

Les partis d'opposition à Ottawa continuent néanmoins de dire que

le Canada a raté une belle occasion de mettre en valeur son industrie du vêtement, mise à mal par la concurrence asiatique et la vigueur du dollar canadien.

Le libéral Denis Coderre va jusqu'à dire qu'il s'agit d'une «gaffe», qui démontre le manque de sensibilité des conservateurs envers les travailleurs qui craignent pour leur emploi. Plusieurs usines de vête-

ments ont fermé au cours des dernières années au Québec.

La plus récente à jeter l'éponge est celle de Golden Brands, à Montréal, où quelque 600 personnes fabriquaient des complets pour les magasins Moores.

«S'il y a un événement où le symbolisme est extrêmement important, c'est les Olympiques», a souligné M. Coderre hier. On aurait pu profiter de l'occasion pour envoyer un message pour nos propres produits manufacturiers. Mais on ne l'a pas fait.

Le leader parlementaire du Bloc québécois, Pierre Paquette, voit dans cette affaire une autre manifestation du «laissez-faire» des conservateurs.

«Il faut se rappeler qu'il y a toujours à peu près 45 000 emplois dans la région de Montréal dans le vêtement. Évidemment, si le gouvernement fédéral est complètement désintéressé de donner un petit coup de pouce à ce secteur-là, il est clair que les jours sont sombres», a-t-il conclu.

Une controverse semblable avait éclaté en 2006 à la veille des Jeux de Turin en Italie. La Compagnie de la Baie d'Hudson était déjà le fournisseur de l'équipe olympique à l'époque.

Selon Hillary Marshall, les comparaisons sont toutefois boiteuses. Les vêtements des athlètes avaient été fabriqués au Canada. Seuls ceux destinés au grand public avaient été manufacturés en Chine.

La Compagnie de la Baie d'Hudson se dit prête à travailler de concert avec des fabricants canadiens en prévision des Jeux d'hiver de Vancouver, en 2010.

La Presse canadienne

Birmanie

## Ottawa impose un embargo qu'il est incapable de faire respecter

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement canadien a interdit en décembre dernier à ses entreprises de transiger avec la Birmanie, un pays dirigé par une dictature militaire qui a violemment réprimé des manifestations pacifiques l'automne dernier. Or cette interdiction est une belle intention qui a de la difficulté à s'appliquer concrètement, puisque Ottawa n'a aucun moyen de savoir quelles entreprises font des affaires dans ce pays. En effet, aucun registre n'existe et le gouvernement avoue son impuissance à colliger l'information.

Cette révélation est contenue dans un document obtenu par le NPD en vertu de la Loi d'accès à l'information. Il a été transmis au Devoir par le député Paul Dewar, critique de son parti en matière d'affaires étrangères.

Le député a demandé au ministre du Commerce international de lui fournir toutes les informations sur les particuliers et les entreprises canadiennes qui font des affaires en Birmanie, question de voir qui est touché par la loi spéciale du gouvernement Harper.

La réponse est pour le moins étonnante. «Les entreprises canadiennes ne sont pas tenues de déclarer leurs activités commerciales au ministère», peut-on lire. Les données dont nous disposons proviennent de diverses organisations non gouvernementales, telles que Global Unions, de banques d'informations publiques, de la base de données sur les importateurs de Statistique Canada et des renseignements communiqués par notre délégation en Thaïlande. Par conséquent, il est également très difficile d'évaluer la valeur des investissements, tant directs qu'indirects, réalisés en Birmanie.

Le ministère du Commerce international avoue que les investissements indirects effectués en Birmanie par les institutions ou les entreprises canadiennes (par les actions en Bourse ou grâce aux fonds de retraite) sont encore plus difficiles à déterminer, donc à contrôler. «Les entreprises canadiennes ne sont pas tenues de déclarer leurs activités commerciales au ministère du Commerce international. Ce dernier ne dispose d'aucune information sur des entreprises ou des personnes originaires du Canada ayant réalisé des investissements indirects en Birmanie par l'entremise d'une tierce partie», peut-on lire.

Un beau spectacle ?

À la lumière de ces informations, le député Paul Dewar estime que le gouvernement a fait un «beau spectacle de relations publiques» en décembre dernier, sans avoir les moyens d'agir. «C'est une loi qui n'a pas de dents, une sorte de tigre de papier», dit-il au Devoir.

Le Canada avait déjà imposé une première ronde de sanctions contre le régime birman en 1997, de sorte que très peu d'échanges commerciaux ont eu lieu depuis. Selon Industrie Canada, les importations en provenance de la Birmanie ont été de 7,9 millions de dollars en 2007, alors que les exportations ont atteint à peine 1,2 million.

Paul Dewar estime qu'Ottawa, grâce à Industrie Canada, peut au moins avoir une idée des investissements directs qui contreviennent à la loi, même si les entreprises sont difficiles à identifier de l'aveu même du gouvernement. Par contre, les investissements indirects passent complètement sous le radar, ce qui inquiète le député.

«Par exemple, l'entreprise canadienne Power Corporation a des intérêts dans la compagnie française Total, qui elle investit en Birmanie. Avec la mondialisation, c'est très facile de contourner une loi si on n'a aucun moyen de savoir qui fait quoi. Ça prendrait un vrai registre des investissements directs et indirects pour les entreprises canadiennes. Si on ne force pas les compagnies à se manifester, elles ne vont pas le faire», dit M. Dewar.

Le Devoir

bouchon  
S.v.p.

## PEU IMPORTE VOTRE DESTINATION, VOUS SEREZ TOUJOURS EN AVANCE

Fournisseur	Accès	Vitesse	État
VIDÉOTRON	Intermédiaire	600 Kbit/s	EN AVANCE
VIDÉOTRON	Haute vitesse	7 Mbit/s	EN AVANCE
VIDÉOTRON	Haute vitesse Extrême	10 Mbit/s	EN AVANCE
VIDÉOTRON	Haute vitesse Extrême Plus	20 Mbit/s	EN AVANCE
VIDÉOTRON	Très Grande Vitesse 30	30 Mbit/s	EN AVANCE
VIDÉOTRON	Très Grande Vitesse 50	50 Mbit/s	EN AVANCE

**INTERNET**

À partir de

# 9.95\$

/mois\*

les 2 premiers mois

**CHOISISSEZ LE SERVICE QUI VOUS CONVIENT PARMIS NOS 6 ACCÈS ALLANT DE 600 KBIT/S À 50 MBIT/S**

- Installation gratuite
- Modem câble inclus
- 1 mois gratuit aux Services de sécurité Vidéotron\*
- Contrôle parental gratuit sur demande

videotron.com 514 281-1711 1 88-VIDÉOTRON

Le plus rapide et le plus fiable.† Point final.

LE POUVOIR INFINI DU CÂBLE

INTERNET

Une compagnie de Québecor Media

† Selon un sondage Léger Marketing, juin 2007.  
\* Cette offre d'une durée limitée s'adresse aux nouveaux clients résidentiels qui s'abonnent à Internet Intermédiaire Vidéotron et est applicable à un engagement de 12 mois. Le tarif de 27,95\$ par mois s'appliquera à compter du 3<sup>e</sup> mois. L'utilisation de la bande passante au-delà de 2 Go par mois (avec et sans combiné) sera facturée à 7,95\$ par gigaoctet supplémentaire, jusqu'à un maximum de 50\$ par mois. Des pénalités s'appliquent en cas de bris d'engagement. Location du modem câble incluse. Temps d'utilisation illimité. La ou la technologie le permet, vitesse allant jusqu'à 20 Mbit/s en aval pour Internet haute vitesse Extrême Plus. Services de sécurité Standards et Services de sécurité Maximums 1 mois gratuits: cette offre, d'une durée limitée, s'adresse aux clients résidentiels du service Internet Vidéotron. Le tarif mensuel couvrant 0,95\$ par mois pour la trousser de Services de sécurité Standards et 7,95\$ par mois pour la trousser de Services de sécurité Maximums s'appliquera à compter du 2<sup>e</sup> mois d'abonnement. Le service de Sécurité choisi doit être conservé pendant un minimum de 2 mois. L'offre et les tarifs peuvent changer sans préavis. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

### VIDÉOTRON

Une compagnie de Québecor Media

- Galerie d'Anjou
- Anjou
- Mtl Champlain
- Brossard
- Galerie de Hull
- Gatineau
- Carrefour Angrignon
- LaSalle
- Carrefour Laval
- Laval
- Place Longueuil
- Longueuil
- Centre Eston
- Montreal
- Centre Rockland
- Montreal
- Complexe Desjardins
- Montreal
- Place Versailles
- Montreal
- Pointe-Claire
- Pointe-Claire
- Galerie Rivier-Nord
- Repentigny
- Place Rosemère
- Rosemère
- Carrefour de l'Estrie
- Sherbrooke
- Promenades St-Bruno
- Saint-Bruno
- Place Vertu
- Saint-Laurent

### La Capitale

VIDÉOTRON

- 250, boul. St-Witfrid Laurier
- Bélouil
- 803A, boul. Curé-Labelle
- Bémerville
- 455, boul. du Montagne
- Boucherville
- 8200, boul. Taschereau
- Brossard
- 1201, boul. de l'Église
- Chertsey
- 160, boul. d'Anjou
- Châteauguay
- 523, boul. Curé-Labelle
- Fabreville
- 355, boul. Gagné
- Gatineau
- 3638, boul. Taschereau
- Greenfield Park
- 26, boul. du Mont-Rieu
- Hull
- 10, rue Papineau
- Joliette
- 277, montée des Pionniers
- Lachet
- 1950, boul. Curé-Labelle
- Lafontaine
- 5333, boul. Laurier
- La Plaine
- 7579, boul. Newman
- LaSalle
- 840, boul. de l'Ange-Gardien Nord
- L'Assomption
- 965, boul. d'Auteuil
- Laval
- 150, boul. des Laurentides
- Laval
- 2151, boul. des Laurentides
- Laval
- 515, boul. Lacomb
- Le Gardeur
- 2930, chemin Chamblé
- Longueuil
- 1070, montée Masson
- Mascouche
- 2552, rue Beauharnois Est
- Montreal
- 6625, rue Beauharnois Est
- Montreal
- 1747, rue Fleury Est
- Montreal
- 9770, rue Lajeunesse
- Montreal
- 3107, rue Masson
- Montreal
- 8256, boul. Maurice-Duplessis
- Montreal
- 3253, av. du Parc
- Montreal
- 4260, rue Sainte-Catherine Est
- Montreal
- 305, rue Sherbrooke Ouest
- Montreal
- 6112, rue Sherbrooke Ouest
- Montreal
- 5632, boul. Henri-Bourassa Est
- Montreal-Nord
- 12886, rue Sherbrooke Est
- Pointe-aux-Trembles
- 100, boul. Sirén
- Repentigny
- 199, boul. Labelle
- Rosemère
- 420, route 132
- Saint-Camille
- 5245, boul. Cousineau
- Saint-Hubert
- 420, boul. du Séminaire Nord
- Saint-Jean-sur-Richelieu
- 239, boul. Saint-Luc
- Saint-Jean-sur-Richelieu
- 481, boul. des Laurentides
- Saint-Herme
- 1950, boul. Curé-Labelle
- Saint-Herme
- 4245, rue Jean-Talon Est
- Saint-Léonard
- 1010, boul. King Est
- Sherbrooke
- 46, boul. Jacques-Cartier Nord
- Sherbrooke
- 882, boul. des Seigneurs
- Terrebonne
- 824, boul. Thibault
- Trois-Rivières
- 2020, boul. René-Gauthier
- Varennes
- 585, av. Saint-Charles
- Vaudreuil-Dorion
- 5000, rue Wellington
- Verdun
- 373, boul. Bois-Francs Sud
- Victoriaville

## ACTUALITÉS

## Le réchauffement touchera bientôt l'Antarctique

RANDOLPH E. SCHMID

Washington — Les changements climatiques devraient provoquer un réchauffement de l'Antarctique d'ici quelques années, pendant qu'à l'autre bout du monde, la situation de l'Arctique demeurera précaire, prévient des chercheurs.

Si l'intensité de la radiation solaire et la quantité de gaz à effet de serre sont similaires aux deux endroits, explique l'océanographe James Overland, de la National Oceanic and Atmospheric Administration des

États-Unis, les deux régions réagissent jusqu'à présent fort différemment.

L'été dernier, la glace marine a fondu à un niveau sans précédent dans l'Arctique, une situation que plusieurs attribuent aux changements climatiques. Les chercheurs croient maintenant que les fluctuations naturelles de température y sont aussi pour quelque chose, les deux phénomènes se renforçant mutuellement pour créer un Arctique où on retrouve moins de glace que jamais.

M. Overland s'attend maintenant à ce qu'on ne re-

trouve dans l'Arctique qu'une quantité minime de glace marine en septembre, soit environ 40 % de moins qu'il y a 20 ans.

D'autre part, poursuit le scientifique américain, le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique a contribué à maintenir les températures basses pratiquement partout sur le continent. Mais au fur et à mesure que ce trou se réparera au cours des prochaines années, les effets des changements climatiques commenceront à être ressentis dans la région.

M. Overland, qui reconnaît avoir été jadis sceptique

quant à l'impact du réchauffement planétaire, estime que ces conclusions sont «stupéfiantes».

De plus, ajoute le climatologue Gareth Marshall, du British Antarctic Survey, les changements climatiques ont renforcé les vents qui circulent autour du continent antarctique, emprisonnant de l'air froid à l'intérieur.

Mais l'intensité de ces vents diminuera au cours des prochaines années, prévient-il, permettant à de l'air chaud de s'infiltrer.

Associated Press

## Une vingtaine de tornades font sept morts en Arkansas

Little Rock — Au moins sept personnes ont été tuées, dont une adolescente de 15 ans, hier dans l'Arkansas, où près d'une vingtaine de tornades se sont abattues, causant de lourds dégâts, ont indiqué les autorités locales.

Deux personnes ont été tuées lorsqu'une tornade a frappé leur maison de plein fouet à Conway County, une zone rurale au nord-ouest de Little Rock, la capitale de cet État du sud des États-Unis, selon les responsables des secours locaux.

Une adolescente de 15 ans a par ailleurs été tuée dans son sommeil par un arbre qui est tombé sur sa chambre à 4h30 du matin à Siloam Springs, dans le nord-ouest de cet État du centre du pays, selon le journal local, l'*Arkansas Democrat-Gazette*, citant la police.

Son frère de dix ans qui dormait dans la même chambre a été légèrement blessé et hospitalisé, a ajouté la source policière citée par le journal.

Par ailleurs, la police locale a également confirmé la mort de trois autres personnes de la même famille dans la région voisine de Van Buren County. «Leur maison a été totalement détruite», a déclaré sur CNN Bradley Scott, le shérif local, qui a indiqué que six autres personnes avaient été hospitalisées.

Au moins une autre personne a également trouvé la mort dans la ville voisine de Hensley tandis que d'importants dégâts ont été relevés dans la ville de Damascus. Au moins une centaine de maisons ont été détruites à Cleburne County.

Il s'agit de la troisième vague de tornades à frapper la région cette année, ont précisé les autorités locales. Le 5 février dernier, une puissante tornade avait tué 13 personnes et fait des dizaines de blessés dans l'Arkansas. En avril, plusieurs tornades ont également frappé le centre de cet État, faisant des dégâts mais pas de victimes.

Dix-neuf tornades en tout ont balayé pendant la nuit quatre États du centre et du sud des États-Unis, le Kansas, l'Oklahoma, le Missouri et l'Arkansas, et se dirigeaient vers l'Illinois, au nord, a précisé la chaîne ABC.

Les intempéries de jeudi soir et d'hier matin ont araché des toits et renversé des wagons de train dans la région de Kansas City, dans le Missouri, et des tornades ont également été signalées dans l'Oklahoma et au Texas. Aucun dégât significatif n'était pour l'instant rapporté dans ces deux États alors que sept gros orages étaient en cours dans le Kentucky.

«Les rues sont difficiles d'accès et certaines sont coupées. Il y a énormément de dégâts un peu partout», a déclaré Robert King, porte-parole de la police de Gladstone, dans le Missouri, au journal *Kansas City Star*.

Agence France-Press



Il y avait tellement d'eau dans les rues de Fredericton hier que ces deux hommes ont troqué la voiture pour le canot.

PAUL DARROW REUTERS

Inondations au Nouveau-Brunswick

## Harper va constater les dégâts

CHRIS MORRIS ET KEVIN BISSETT

Edmundston — Le premier ministre Stephen Harper s'est rendu au Nouveau-Brunswick, hier après-midi, afin de réaliser une tournée des zones inondées et de constater de ses propres yeux l'étendue des dégâts.

M. Harper, en compagnie de son homologue provincial, Shawn Graham, a reconnu que la situation était difficile pour les citoyens sinistrés mais a fait valoir que les autorités provinciales avaient bien réagi, en collaboration avec les responsables fédéraux. Stephen Harper a ajouté que la situation semblait «maîtrisée».

Interrogé sur une éventuelle aide fédérale, M. Harper ne s'est pas compromis, disant simplement que cette question serait discutée dans les semaines à venir. «Les autorités provinciales, en collaboration avec les responsables fédéraux, ont la situation bien en main pour l'instant. Nous allons nous pencher sur les ques-

tions d'aide et de compensation aux victimes au cours de la prochaine semaine», a déclaré le premier ministre.

M. Harper a rencontré des résidents et des intervenants de la Croix-Rouge au poste de commandement du pont de Burton. «Il y a beaucoup de zones inondées. Bon nombre de maisons se retrouvent sous l'eau, a-t-il confié. Mon impression est que, même s'il est toujours frustrant de devoir abandonner son domicile, les gens semblent bien réagir à la situation.»

De leur côté, les responsables de la sécurité civile ont indiqué que le niveau du fleuve Saint-Jean baisse graduellement à Fredericton et à Edmundston, deux villes touchées par la crue des eaux ces derniers jours.

Le temps sec et ensoleillé prévu ce week-end devrait contribuer à faire diminuer le niveau du fleuve, mais les autorités craignent que la pluie prévue en début de semaine prochaine ne vienne compliquer de nouveau la situation, surtout si certains évacués rentrent chez eux durant le week-end.

Plusieurs artères de Fredericton demeurent inondées, forçant la fermeture de commerces et de bu-

reaux de la ville. Quelque 800 édifices étaient toujours privés d'électricité hier.

Les autorités demandent aux résidents évacués, autant à Fredericton qu'à Edmundston, de ne pas retourner dans leur domicile trop rapidement, par mesure de prudence.

Le niveau d'eau continue de monter dans le sud de la province et la Gendarmerie royale du Canada surveille étroitement l'autoroute transcanadienne dans le secteur de Jemseg, au sud de Fredericton. Si jamais une partie de cette voie majeure qui relie Fredericton à Moncton devait être fermée, la circulation automobile devrait être redirigée sur une route de contournement.

Pendant ce temps, des militaires de la base de Gagetown tentaient toujours de trouver une solution pour secourir un troupeau de 140 vaches isolées par l'inondation, dans le secteur de Maugreville, possiblement à l'aide d'une barge. Cependant, les courants très forts rendent toute manœuvre nautique assez risquée.

La Presse canadienne

## MONIQUE PROULX À LA PLACE DES ARTS

Le Studio littéraire présente



Un spectacle littéraire avec Monique Proulx qui lira des extraits de son tout nouveau roman *Champagne*.

Ambiance musicale de Vladimir Sidorov à l'accordéon Bayan.

LUNDI 5 MAI 2008 19 H 30

AU STUDIO-THÉÂTRE DE LA PLACE DES ARTS

Une invitation à s'évader à «la champagne»...

Réservations : 514-842-2112 - laplacedesarts.com

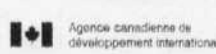
Entrée : 15 \$ - Étudiants : 10 \$ - Taxes comprises

Une coproduction Capteurs de mots / Place de Arts



## La coopération internationale t'intéresse?

Formation et stage  
Programme Coopérant - Volontaire  
Cégep de Rivière-du-Loup (CFCI)  
Site Web : <http://cfci.cegep-rdl.qc.ca>



BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
en collaboration avec l'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
vous invite à la conférence

## Mieux manger pour mieux vieillir

À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque

le jeudi 8 mai de 19 h à 21 h

Entrée libre

Une présentation de **Guylaine Ferland**, professeure au Département de nutrition de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, avec la participation de **Guy Fournier**, producteur, animateur et auteur, entre autres, de livres de cuisine, et d'**Hélène Laurendeau**, nutritionniste et communicatrice.

Animatrice : **Carole Vallières**Prochaine conférence dans la série *La science du bien vieillir*• le jeudi 15 mai : *Ardente vieillesse : les atouts des nouveaux aînés*

475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal

514 873-1100 ou 1 800 363-9028

[www.banq.qc.ca](http://www.banq.qc.ca)

UQAM

Bibliothèque et Archives nationales Québec

## LES ACTUALITÉS

## Bachand aide Montréal international et demande à Ottawa d'en faire autant

LIA LÉVESQUE

Le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, annonce l'octroi de six millions de dollars pour Montréal international et profite de l'occasion pour critiquer le gouvernement fédéral, qui lui a retiré sa contribution.

Au cours d'une conférence de presse hier à Montréal, le ministre Bachand a invité le ministre responsable de l'Agence de développement économique pour le Québec, Jean-Pierre Blackburn, à revoir sa décision, annoncée l'autome dernier, de ne plus financer les organisations sans but lucratif pour privilégier plutôt l'aide directe aux entreprises.

Cette décision a eu pour effet de priver Montréal international de deux millions de dollars par an sur un budget d'environ huit millions.

M. Bachand en a donc appelé au collègue du ministre Blackburn, le sénateur Michael Fortier, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

En plus, Montréal international est ainsi faite que les trois ordres de gouvernement y siègent, avec l'entreprise privée, dans une cause commune pour recruter des organisations internationales afin qu'elles viennent s'établir à Montréal, par exemple. Le départ du fédéral ampute donc l'organisation d'un de ses partenaires.

« Cette décision, c'est d'abord une décision idéologique que M.

Blackburn a prise de couper en principe les organisations sans but lucratif. Mais, en faisant ça, il vient donner un coup de faux, de faucille, dans ce qui est un modèle structurant pour l'économie québécoise », a déploré le ministre québécois du Développement économique, de l'Innovation, de l'Exportation et du Tourisme et responsable de la région de Montréal.

M. Bachand a néanmoins annoncé l'octroi conjoint par trois ministères de six millions sur trois ans à Montréal international. Il ne comble toutefois pas la somme retirée par le gouvernement fédéral.

Le président du conseil d'administration de Montréal international, Pierre Brunet, s'est montré moins cinglant que le ministre Bachand. Il dit garder confiance et « veut conserver le principe d'une table unique avec trois ordres de gouvernement » au sein de Montréal international.

Joint par téléphone, le cabinet de Michael Fortier a fait savoir que le ministre n'était pas disponible pour faire des commentaires et qu'il s'agissait plutôt du dossier du ministre Blackburn.

Joint à son tour par téléphone, le cabinet du ministre Jean-Pierre Blackburn a fait savoir que le ministre ne pouvait être joint dans son comté parce qu'il donnait des conférences de presse durant une bonne partie de la journée.

La Presse canadienne

## Les militaires n'ont pas le mandat de négocier avec les talibans, dit Peter MacKay

MURRAY BREWSTER

Kandahar, Afghanistan — Les militaires canadiens qui ont appelé des talibans à s'asseoir et à négocier avec les autorités afghanes sont dans l'erreur, selon le ministre de la Défense, Peter MacKay.

Le ministre a soutenu hier que l'appel au dialogue de soldats sur le terrain court-circuite un groupe de travail international qui, avec le gouvernement afghan, tentait de s'entendre sur les moyens de discuter avec des commandants talibans.

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* citait jeudi le lieutenant-colonel Gordon Corbould, responsable du groupe de combat de 1000 soldats canadiens en poste à Kandahar, et le sergent Tim Seeley, coordonnateur de l'équipe de reconstruction, qui confiaient que les canaux de communication étaient ouverts pour les talibans modérés.

D'autres responsables à Kandahar, qui ont préféré garder l'anonymat, ont soutenu les propos des deux militaires, qualifiant la stratégie de « créative ». Ils ont rapidement été rabroués par le ministre.

M. MacKay a soutenu qu'ils ne parlaient certainement pas au nom du gouvernement du Canada. Le ministre a rappelé que le gouvernement conservateur ne négociait pas avec les terroristes.

M. MacKay a ajouté que toute forme de réconciliation devait être entreprise par les Afghans eux-mêmes. « Ottawa soutient les efforts de paix du gouvernement afghan à distance et c'est très bien ainsi », a-t-il confié.

Cette stratégie de négociation de militaires canadiens avec des talibans avait été accueillie avec espoir par le frère du président afghan Hamid Karzaï, Ahmed Wali Karzaï, qui est aussi le président du conseil provincial de Kandahar.

« J'appuie sans réserve la décision du Canada », a déclaré jeudi le frère du président Karzaï. « Il y a des gens à qui on peut faire entendre raison. »

Ahmed Wali Karzaï croit que 90 % des talibans ac-



Peter MacKay

ARCHIVES REUTERS

tifs dans cette province pourraient être prêts à déposer les armes si on leur proposait des conditions acceptables.

Le groupe de travail international dont a fait mention le ministre réunit le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et le gouvernement afghan. M. MacKay a indiqué que le groupe ne s'était pas encore entendu sur une position commune.

Les États-Unis auraient posé trois conditions à l'ouverture d'un dialogue avec des commandants talibans : contre le retour d'al-Qaïda, refuser tout partage de pouvoir avec les talibans et maintenir la présence militaire internationale.

Le ministre a ajouté que chaque pays a son approche, refusant d'entrer dans les détails de la position soutenue par le Canada au sein du groupe de travail.

La Presse canadienne

## Ghislain Lebel sera candidat du Parti indépendantiste

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Tout comme l'écrivain Victor-Lévy Beaulieu, l'ancien député bloquiste et ex-candidat à la direction du Parti québécois Ghislain Lebel passe au Parti indépendantiste. Lors des prochaines élections, il portera dans Chambly les couleurs de ce nouveau parti, reconnu par le Directeur général des élections le 18 octobre 2007. Selon lui, « le PQ ne va nulle part ». Comme VLB, M. Lebel, un notaire, s'était prononcé en faveur de l'ADQ lors des dernières élections. Il avait même reconnu avoir songé à être candidat pour la formation de Mario Dumont.

L'ADQ, dit-il, « ne l'a pas vraiment déçu ». « Même si, au point de vue identitaire, c'est plutôt timide, ce parti a pu dire des choses qui étaient devenues totalement taboues. » Pour lui, l'ADQ était un moindre mal, mais maintenant qu'un parti vraiment indépendantiste existe, le choix est plus facile. « Le Parti indépendantiste me fait penser au RIN des débuts. »

## Charge contre le PQ

À ses yeux, la vraie déception, c'est le PQ. La chef péquiste Pauline Marois « n'est intéressée que par le pouvoir ». Et son programme est « en porte-à-faux avec les motifs de sa naissance », lesquels étaient la « réalisation du peuple canadien-français et son corollaire, la survie du français, ici, sur une assise territoriale [le territoire du Québec] ». M. Lebel, arrivé au septième rang sur neuf candidats à la course à la direction en 2005 (il avait obtenu 0,44 % des voix), estime que le PQ est « trempé à la charte des droits avec l'idéologie soixante-huitarde et une rectitude politique paralysante » qui découle du « concept de nationalisme civique ». En 2002, M. Lebel avait quitté le Bloc après une polémique où il avait dénoncé l'abandon du « nationalisme traditionnel ». Quant à la « conversation nationale » et au « débat national », il n'en pense pas beaucoup de bien : « Tout ça, je résume ça en une phrase : cause toujours, mon lapin. »

M. Lebel soutient que s'il y avait une probabilité, même faible, que le PQ réalise l'indépendance — « une seule chance sur un million, comme disait Pierre Bourgault à la fin de sa vie » —, il continuerait d'y militer, comme il l'a fait depuis sa fondation.

Or il y a urgence pour ceux qu'il nomme « les survivants de l'holocauste de 1760 », car « les Canadiens français sont engagés dans une course contre la montre. Plus de temps à perdre : la dénatalité, jumelée au vieillissement de la population et à l'arrivée massive d'immigrants », commande « une action énergique au sein du seul parti politique prônant le retour à nos valeurs d'origine, le Parti indépendantiste ».

## Le PI ancien et nouveau

Il ne faut pas confondre le Parti indépendantiste actuel (*parti-indépendantiste.org*), dont le chef est Eric Tremblay, avec le Parti indépendantiste créé dans les années 80 par des souverainistes en colère contre le « beau risque » de René Lévesque et qui eut successivement pour chef l'universitaire Denis Monière et le militant Gilles Rhéaume. Il a présenté 39 candidats en 1985 (pour un résultat de 0,45 % des voix) et 12 en 1989. Il s'est dissous en 1990.

Le nouveau PI milite pour une élection référendaire. Il présente un candidat dans les trois circonscriptions qui iront aux urnes le 12 mai : Bourget, Pointe-aux-Trembles et Hull.

Le Devoir

EN BREF

## Le patron de la GRC essaie le Taser

Ottawa — Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avait déjà été piqué au vif par les critiques suscitées par l'utilisation du pistolet électrique Taser. William Elliott a maintenant une connaissance nettement plus intime des effets de cette arme. La sergente Nathalie Deschênes, de la GRC, a expliqué que M. Elliott s'est porté volontaire, à brûle-pourpoint, pour être atteint par un tir de pistolet Taser jeudi, alors qu'il était en visite en Alberta. Le procureur général de la province, Fred Lindsay, et un de ses assistants se sont aussi prêtés à l'expérience. Le commissaire avait récemment reconnu à un comité de la Chambre des communes n'avoir jamais été atteint par un tir de pistolet Taser. M. Elliott a aussi reconnu, le mois dernier, que la GRC a fait erreur quand elle a censuré des détails importants de son utilisation de cette arme, avant de finalement accepter de publier toutes les données disponibles. — *La Presse canadienne*

# je VOTE

## ÉLECTIONS PARTIELLES

dans les circonscriptions de Bourget et de Pointe-aux-Trembles le 12 mai 2008

Le dimanche 4 mai et le lundi 5 mai entre 9 h 30 et 20 h, c'est le vote par anticipation.

**Pour connaître l'adresse de votre bureau de vote par anticipation :**

- Consultez l'avis qui vous a été adressé.
- Naviguez sur notre site Web. À partir de votre code postal, vous y trouverez une mine de renseignements.

Site Web : [www.electionsequbec.qc.ca](http://www.electionsequbec.qc.ca)

Courriel : [info@electionsequbec.qc.ca](mailto:info@electionsequbec.qc.ca)

- Communiquez avec notre Centre de renseignements en composant sans frais le **1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)**.

**Important!** Pour voter, vous devez vous identifier en présentant l'un des documents suivants :

- la carte d'assurance maladie;
- le permis de conduire;
- le passeport canadien;
- le certificat de statut d'Indien;
- la carte des Forces canadiennes.

Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le 1 800 537-0644.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

*Parce qu'un vote, ça compte*

## LES ACTUALITÉS

Griffintown

## La SHDM cède deux terrains à Devimco

JEANNE CORRIVEAU

La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) a décidé hier de céder deux de ses terrains à Devimco, le promoteur du projet de Griffintown, en prévision du développement de l'îlot culturel en bordure du bassin Peel.

La transaction, qui a reçu l'aval du conseil d'administration de la SHDM hier, n'a pas encore été conclue, car l'acheteur doit procéder à une vérification diligente, a indiqué hier la porte-parole de la SHDM, Stéphanie Gareau, en précisant que les terrains sont contaminés et que l'une des deux parcelles compte un entrepôt ayant une valeur historique.

Compte tenu de la vérification qui doit être faite, Mme Gareau n'a pas voulu dévoiler le montant de la transaction qui sera conclue. «Ce n'est pas une vente à rabais que la SHDM fait à Devimco, a-t-elle assuré. On parle d'un montant qui se situe dans les mêmes échelles de prix que si la Ville avait dû exproprier les terrains.» Elle soutient que la SHDM n'avait pas à procéder par appel d'offres puisqu'il s'agit d'un organisme privé.

Les deux terrains, dont l'un est vacant, sont situés dans l'îlot culturel où Devimco projette de construire un hôtel et une salle de spectacle. «En les vendant à Devimco, on prend acte de la décision du conseil municipal, qui a approuvé, plus tôt cette semaine, le programme particulier d'urbanisme de Griffintown», a expliqué Mme Gareau.

## Concurrent en colère

Cette vente a fait bondir le promoteur Roland Hakim, propriétaire de deux terrains en bordure du bassin Peel. M. Hakim, qui livre depuis quelques mois une guerre ouverte à Devimco, aurait voulu acquérir les lots appartenant à la SHDM afin de réaliser son propre projet de tours de 60 étages comportant un hôpital privé, une gare intermodale, un hôtel ainsi qu'une salle de spectacle. «Je suis propriétaire des terrains limitrophes à ceux de la SHDM, alors que Devimco ne possède aucun terrain dans l'îlot culturel et qu'il n'a aucune promesse d'achat dans cet îlot. Pourquoi les vendre à lui alors que nous avons un projet que tout le monde connaît? Pourquoi y a-t-il tant de favoritisme à l'égard de Devimco?», s'est demandé le propriétaire, qui estime que la SHDM aurait dû procéder par appel d'offres.

M. Hakim figure parmi les propriétaires de terrains qui seront expropriés par la Ville de Montréal au profit de Devimco. Plus tôt cette semaine, les élus montréalais ont approuvé le PPU de Griffintown, mais il ont également donné leur aval à l'acquisition de gré à gré ou l'expropriation de 27 lots qui seront cédés au promoteur Devimco. Les avis d'expropriation seront expédiés à compter de la fin de mai aux propriétaires avec qui le coprésident de Devimco, Serge Goulet, n'arrivera pas à conclure d'entente.

Le Devoir

## Réfugiés d'un jour

Durant 24 heures, une cinquantaine de volontaires vivront dans un camp au centre-ville de Montréal

ALEXANDRE SHIELDS

Plus de 20 millions de réfugiés et de gens déplacés vivent actuellement quelque part sur la planète, pris entre une existence qu'ils ont dû fuir et une autre qu'il leur reste à bâtir. D'où l'idée du réseau Droits et Démocratie d'organiser l'activité «Sur la piste des réfugiés» afin de sensibiliser le public à leur réalité et, pourquoi pas, de permettre de s'y plonger quelques heures.

C'est ainsi que près d'une cinquantaine de personnes ont choisi de vivre — dans la mesure du possible — 24 heures dans la peau d'un réfugié, selon un scénario élaboré par la Croix-Rouge. Hier soir, ces volontaires pour l'infortune devaient rejoindre leurs quartiers, soit une tente meublée de rangées de lits de camp.

L'activité ne sera pas de tout repos, a promis Marion Viau, responsable des activités. Les organisateurs ont d'ailleurs prévu certaines situations types conçues pour leur faire ressentir quelques émotions vécues par les personnes hébergées dans un camp, notamment l'impuissance et l'attente. Les volontaires auront aussi droit à un menu adapté à la situation, a souligné Mme Viau, en plus de ne pas savoir ce qui les attend au cours de ces 24 heures.

L'idée d'un tel camp a été lancée à l'Université Laval en 2005 avant d'être reprise à l'Université de Sherbrooke l'année suivante. Cette initiative d'expérimentation très concrète est un excellent «outil de sensibilisation», selon Denise Otis,



Une cinquantaine de personnes ont passé la nuit dernière sous cette tente érigée au centre-ville de Montréal. C'est un des nombreux aspects du quotidien d'un réfugié qu'ils ont accepté de vivre, le temps d'une journée, dans le cadre de l'activité «Sur la piste des réfugiés».

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Aujourd'hui, des visites guidées sont organisées au camp afin que le fonctionnement de ces structures d'aide d'urgence puisse être compris.

Outre cette tranche de vie de réfugié, plusieurs activités de sensibilisation figurent au menu de cette fin de semaine, en plein centre-ville de Montréal, sur les

terrains de l'Université du Québec à Montréal.

Trois conférences sont notamment prévues. Les participants aborderont entre autres le droit international des réfugiés et son application au Canada ainsi que l'intégration des réfugiés à la société québécoise et canadienne. Pour Marion Viau, le sujet doit être abordé parce que la réalité des immigrants réfugiés

est bien souvent méconnue des Québécois.

Au-delà de la dure expérience des camps, on veut donc s'attarder à celle que vivent ceux qui tentent de refaire leur vie ailleurs, notamment au Canada. «Il ne faut pas oublier que lorsque des réfugiés se retrouvent ici, ils vivent encore dans l'incertitude de savoir s'ils pourront rester, en plus d'un sentiment de perte d'identité», lié selon Mme Viau

au fait qu'ils sont en quelque sorte des citoyens «apatrides».

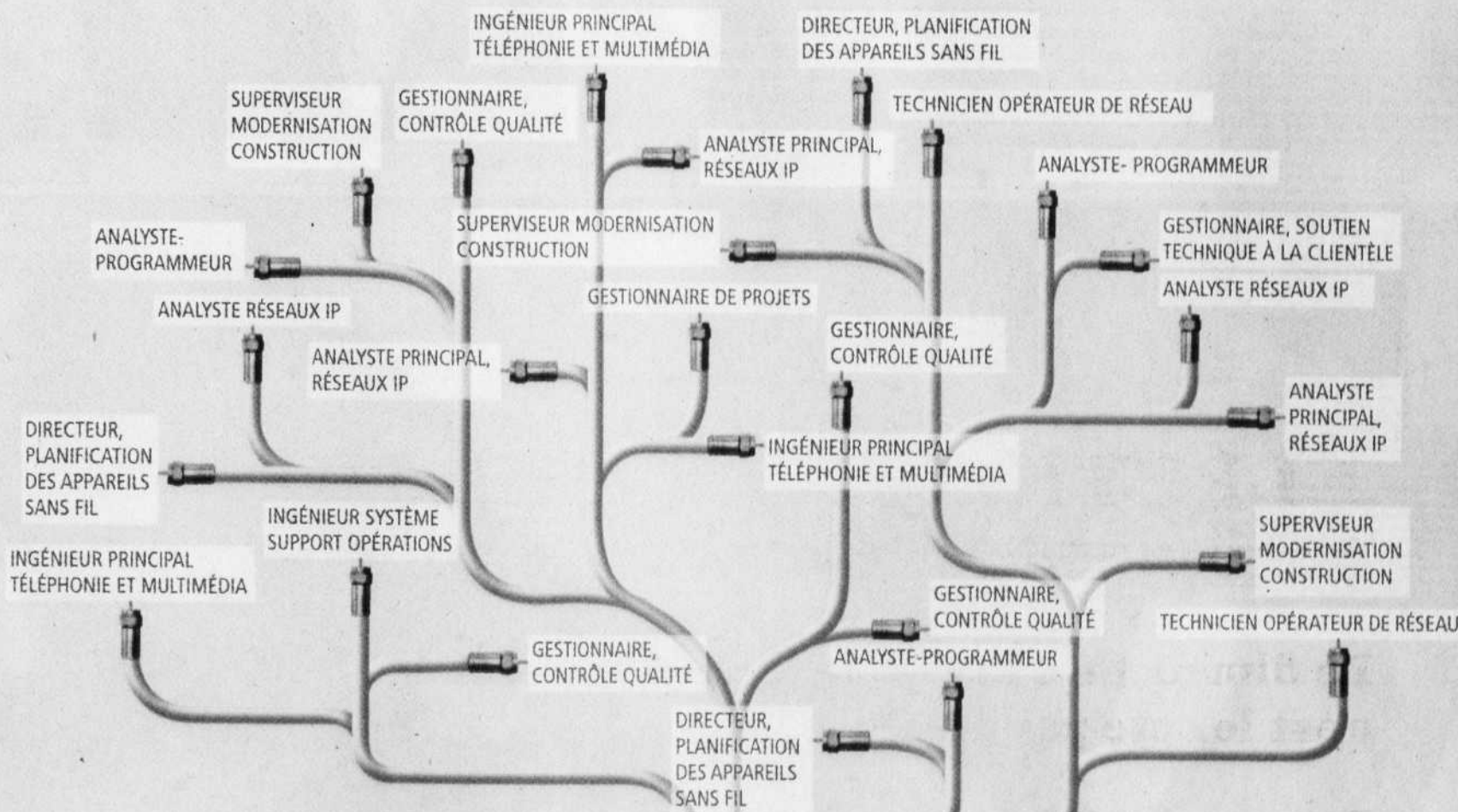
Quatre documentaires seront en outre présentés en soirée aujourd'hui à l'UQAM, dont *Les Réfugiés de la planète bleue*, d'Hélène Choquette et Jean-Philippe Duval. Les réalisateurs y traitent des mouvements de population provoqués par les changements climatiques. Les organisateurs ont également prévu une installation interactive de témoignages audio livrés par des personnes qui ont vécu ce genre de situation, de même qu'une exposition de photographies prises dans des camps.

Selon les données 2007 du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, dix millions de personnes sont des réfugiés, 12,8 millions sont des déplacés internes et six millions sont apatrides. La majorité des personnes «relevant de la compétence» du Haut-Commissariat se retrouvent en Asie (15 millions), en l'Afrique (9,7 millions) et en Amérique latine (3,5 millions).

Pour la première fois en cinq ans, le nombre de réfugiés sur la planète a augmenté, passant de 8,7 à 9,9 millions en 2007, principalement en raison de l'accroissement de la population réfugiée irakienne dans les pays voisins. Ils sont plus de deux millions à avoir fui leur pays, en proie à une guerre larvée. L'Afghanistan demeure toutefois le premier pays dont sont originaires les réfugiés, soit 2,1 millions de personnes dispersées dans 70 pays.

Le Devoir

## LA CROISSANCE D'UNE ENTREPRISE PASSE D'ABORD PAR SES EMPLOYÉS



GRÂCE À NOTRE CROISSANCE ET À NOTRE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE, NOUS AVONS UN GRAND BESOIN DE CADRES TALENTEUX!

Bénéficiez de salaires concurrentiels et d'un environnement de travail stimulant:

- Travaillez pour une entreprise dynamique qui a le vent dans les voiles
- Participez à une variété de projets innovateurs
- Relevez des défis à la hauteur de vos aspirations
- Collaborez avec des gens passionnés du service à la clientèle

Joignez-vous à un employeur de choix, postulez sur [videotron.com/carrieres](http://videotron.com/carrieres)

## ICÔNES BYZANTINES



Œuvres de Rosette Mociornitza  
450 656-0188

[www.iconsmociornitza.com](http://www.iconsmociornitza.com)

LE POUVOIR INFINI DU CÂBLE

VIDÉOTRON

Une compagnie de Québecor Media

# DOSSIER L'ARBRE EN MILIEU URBAIN

## Comprendre la réaction des arbres au stress de la ville

Montréal compte 675 000 arbres dont on ignore l'état de santé

JEANNE CORRIVEAU

Pour améliorer le sort des arbres urbains, la Ville de Montréal a appelé la science et la technologie à la rescousse. Pierre Jutras, agronome à la Division de l'horticulture et de l'arboriculture de la Ville, a non seulement entrepris de dresser un inventaire précis des arbres montréalais, il s'est également intéressé aux effets que peut avoir un environnement hostile sur la santé des arbres plantés en bordure de rue. Objectif de ses travaux: mieux cibler les interventions menées par les arrondissements et optimiser les ressources.

Montréal compte 675 000 arbres publics sur son territoire. Bien qu'on connaisse les essences qui composent la population arboricole, on ne dispose pas encore d'outils précis pour mesurer la santé des arbres et les effets du stress sur leur croissance.

Depuis 2001, la Division de l'horticulture et de l'arboriculture de la Ville dispose d'un protocole de suivi à long terme de 1500 arbres répartis dans les arrondissements de Ville-Marie, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont-Petite-Patrie et Plateau Mont-Royal. La croissance et la santé de ces arbres plantés le long de rues commerciales et résidentielles permettront de mieux évaluer leurs réactions aux agressions dont ils sont victimes.

Mais la Ville a un projet plus ambitieux: répertorier tous les arbres montréalais afin d'en dresser un inventaire géoréférencé qui se transposera éventuellement à celui des immeubles de la ville. Pierre Jutras a donc développé de nou-

veaux paramètres qui ont jusqu'à maintenant été utilisés par deux arrondissements, ceux du Sud-Ouest et de Lachine.

En 2007, un avion muni d'un faisceau laser et d'une caméra multispectrale a survolé la ville de Lachine jusqu'à Hochelaga-Maisonneuve en passant par le Sud-Ouest et le centre-ville. Les données recueillies de la sorte ont permis de relever la position exacte de tous les arbres, publics et privés, et de déterminer leurs dimensions. On s'est servi de la caméra multispectrale pour déterminer l'essence de chaque arbre.

Ces données seront précieuses non seulement pour dresser le bilan de santé des arbres montréalais mais également pour faciliter la gestion de toute épidémie de maladies ou d'infestation d'insectes ravageurs. On appréhende particulièrement l'arrivée éventuelle du longicorne asiatique ou de l'agrile du frêne, des insectes qui représentent une sérieuse menace pour les arbres montréalais.

À plus long terme, Pierre Jutras souhaite notamment mesurer l'ensolaillement et déterminer les types d'agressions subies par chaque arbre planté en bordure de rue. «Le fait de calculer le nombre d'heures d'ensolaillement permettrait de déterminer quelles essences d'arbres sont les mieux adaptées. Et dans certains ar-

rondissements, à des endroits précis, on pourrait recommander de ne pas planter d'arbres du tout parce que la lumière est insuffisante», signale-t-il.

Toutefois, pour croître, un arbre ne doit pas avoir les pieds à l'étroit. Agrandir les fosses de plantation représente un défi de taille à Montréal à cause de l'étréoussure de certains trottoirs. Pierre Jutras s'est donc intéressé à un nouveau mélange de sol élaboré par l'Institut d'horticulture urbaine de l'université Cornell.

Composé essentiellement de petites roches auxquelles on ajoute un volume déterminé de terre, ce mélange favorise le développement des racines et le drainage de l'eau tout en supportant les trottoirs. C'est d'ailleurs ce matériau qu'on a utilisé sous les nouveaux trottoirs construits en 2001 le long du boulevard de Maisonneuve, à l'ouest de la rue de Bleury. Jusqu'à maintenant, les arbres qui s'y trouvent se portent bien.

En collaboration avec les universités de Sherbrooke et McGill, la Ville de Montréal a entrepris de tester le comportement de ce mélange de sol dans le contexte montréalais. On veut vérifier sa réaction au gel et au dégel ainsi que sa performance en matière de drainage, de portance et de fertilité tout en s'assurant qu'il ne concentre pas les sels de déglacage. Cet été, Pierre Jutras procédera à l'étude des racines des arbres qui ont servi de cobayes en pépinière afin de voir si le produit tient ses promesses.

Une histoire à suivre.

Le Devoir



PHOTOS JACQUES NADÉAU

## Trésors ligneux du patrimoine

De la France à l'Allemagne, la gestion européenne des forêts urbaines est porteuse de belles leçons

STÉPHANE BAILLARGEON

En France, même les arbres exceptionnels font partie du patrimoine collectif et sont préservés en tant que tels. Le label «Arbre remarquable de France» est attribué depuis l'an 2000 aux propriétaires (privés ou collectifs) des trésors végétaux qui s'engagent à les préserver et à les mettre en valeur. L'association ARBRES (pour «Arbres remarquables: bilan, recherche, études et sauvegarde») souhaite distribuer un total de 200 certificats d'honneur.

Les candidats sont sélectionnés pour leur âge, leurs caractéristiques physiques ou leur intérêt historique. Le tilleul de Grande-Sauvage (dans le Jura) pousse depuis le siècle de Jeanne d'Arc. Le châtaignier de Zona (en Corse du Sud) fait 14 mètres de circonférence. Le chêne tricéphale du parc des Cordeliers (Gard) aurait été rapporté des États-Unis par un compagnon de La Fayette.

Le Val-de-Marne, tout près de Paris, compte trois citations: l'arbre de Judée tout torsadé de L'Hay-les-Roses, le magnifique cèdre du Liban de Vitry-sur-Seine et le très touffu mûrier d'Orly. Ce territoire en Ile-de-France semble aussi (et surtout) des dizaines de milliers d'arbres «ordinaires» inventoriés et bichonnés comme de très précieux membres de la collectivité.

### Politique de l'arbre

Le département pionnier a adopté dès 1988 une politique de l'arbre axée sur «la gestion à long terme du patrimoine arboré départemental». Il possède aussi une charte de l'arbre signée par les communes. La gestion de ce patrimoine vert s'active autour de trois missions essentielles: l'entretien, la plantation et les «mesures conservatoires» en cas de travaux d'infrastructures.

Le tout repose sur un inventaire exhaustif de la population verte. «Pour bien gérer, il faut anticiper, pour bien anticiper, il faut bien connaître», résume Marc Staszewski, chargé d'opération au sein de la direction des espaces verts et du paysage au Conseil général du Val-de-Marne. «Nous avons inventorié tous nos arbres, et même plus: tous nos emplacements. Sur une avenue, par exemple, on inventorie ici un emplacement avec un arbre et, tout à côté, un emplacement sans arbre où on pourrait en planter un.»

Le répertoire du Val-de-Marne en totalise environ 30 000 sur 350 kilomètres de voirie. Il y a de tout dans le lot: des platanes, évidemment (un tiers environ), des tilleuls (20 %), des érables (13 %) et même de beaux mais vilains ginkgos, dont les femelles produisent des fruits à l'odeur nauséabonde. «La fiche d'identité de chacun décrit l'essence, le mode de gestion (en port libre ou en taille architecturale), son état sanitaire, son état mécanique, poursuit M. Staszewski. On considère aussi les alignements pour faciliter les gestions, l'abattage ou la plantation. L'in-

ventaire permet de programmer les budgets comme les travaux. C'est la base de tout le système.»

En nos contrées, le réseau de fils aériens constitue le pire ennemi du monde végétal. Hydro-Québec, Vidéotron et Bell Canada massacrèrent les paysages en général et les arbres en particulier. En France, où le souci esthétique et pratique force l'entassement des fils, le problème se transporte de la ramure aux racines. «Le sous-sol est particulièrement occupé avec l'eau, le gaz, l'électricité, les télécommunications, la fibre optique, etc. En ville, on a donc de plus en plus de difficulté à préserver l'espace pour le système racinaire. C'est encore pire quand il faut replanter. Nous sommes donc en lutte permanente de ce point de vue.»

### Taux de réussite

La direction des espaces verts du département affiche un taux de réussite de ses plantations qui frise les 100 %. L'absence d'hiver rigoureux (et de machinerie de déneigement) n'explique pas tout. Au fil des ans, la méthode franco-française a été raffinée à l'extrême. Le standard des fosses oscille autour de dix mètres cubes, avec encore plus de place en milieu contraint (en ville, par exemple), où l'arbre ne pourra pas étendre ses racines au-delà de son trou. Ces fosses sont la plupart du temps remplies d'un mélange de cinq volumes de pierre pour deux de terre, compacté par couches de 30 centimètres. Ce système lacunaire assure un sol plus porteur.

La logique du développement durable impose des améliorations constantes. Un système d'arrosage

per suivi tensiométrique permet maintenant d'évaluer finement les besoins des végétaux et d'économiser des dizaines de milliers de litres d'eau par année.

### Abattre et replanter

Le principe de l'alignement, c'est l'homogénéité. Quand un alignement présente 40 % d'arbres manquants, on abat le tout et on replante.»

### Cartésien jusqu'au bout de ses doigts verts, le Français aime la symétrie et l'ordre dans ses jardins, ses villes, ses routes arborées

Cartésien jusqu'au bout de ses doigts verts, le Français aime la symétrie et l'ordre dans ses jardins, ses villes, ses routes arborées. «L'arbre est naturel et culturel», commente alors Thomas Barfoed Randrup, professeur à l'Université de Copenhague, spécialisé en gestion des parcs et des forêts urbaines. Scellement, l'Europe, avec ses 35 États, ses 70 langues et sa centaine de cultures, se résume difficilement à une seule perspective. Le professeur Randrup souligne par exemple une division fondamentale entre le nord et le sud, entre les pays avec ou sans soleil. «Au sud, l'arbre donne de l'ombre, au nord, il prive du soleil.»

Il en sera certainement question aux prochaines Rencontres franco-phones d'arboriculture qu'organise en septembre la Société française d'arboriculture (SFA). «De nombreux gestionnaires québécois» y sont attendus, explique finalement Marc Staszewski, secrétaire de la SFA, qui regroupe tous les professionnels de l'arbre en France. Une belle occasion de ramener ici quelques belles leçons de ce pays qui en donne tant et plus en matière de protection du patrimoine, y compris les paysages et les arbres plus ou moins remarquables...

En Allemagne Le professeur Randrup souligne les «énormes efforts» en foresterie urbaine réalisés par l'Allemagne, un pays de la Mitteleuropa. Copenhague, une capitale d'un demi-million d'habitants, compte 18 000

arbres uniquement dans ses rues. Hambourg, assez proche et quatre fois plus peuplée, entretient minutieusement 250 000 arbres dans ses rues. «Les arbres des villes allemandes sont magnifiques. Les Allemands, systématiques, tiennent des inventaires complets, ce qui dénote un souci et facilite la gestion.»

Le professeur Randrup a notamment coédité Urban Forests and Trees (2006) et crée un réseau européen de chercheurs et de professionnels passionnés, comme lui par «l'arbre urbain». «Nous publions tous dans une langue différente et nous avons tenté de nous rapprocher. Les réseaux se multiplient en Europe depuis une décennie.»

### Les mentalités évoluent

À ses yeux, une grande mutation s'affirme dans les mentalités et le rapport aux forêts urbaines. «Les recherches commencent à nous permettre de comprendre qui utilise les espaces verts en ville et pourquoi», conclut le professeur. Les week-ends, un parc attire un maximum d'usagers dans un rayon de 300 mètres. Les recherches montrent aussi que les espaces verts forment de précieux alliés dans la lutte contre le stress ou l'obésité. Un arbre, c'est plus que du bois et des feuilles, c'est un élément d'un milieu de vie.»

Le Devoir

**TOUT POUR LE DOS** www.toutpourledos.com  
coin St-Laurent et Crémazie  
514-383-1582

Quand le confort prend le dessus!

PEUT-ON PROTÉGER LA VIE SANS PROTÉGER LE SAVOIR ?

Des spécialistes formés dans nos universités contribuent à la croissance de l'économie du savoir au Québec en s'engageant dans la recherche et le développement de nouveaux produits destinés à améliorer la santé de millions de personnes à travers le monde.

Dernière chaque médicament innovateur, chaque vaccin essentiel, il y a la ferme volonté d'améliorer la qualité de la vie. Pour y parvenir, la propriété intellectuelle est au savoir ce que la santé est à la vie: essentielle. Pour protéger la vie, protégeons le savoir. [laiffaitesavoir.ca](http://laiffaitesavoir.ca)

sanofi aventis  
L'innovation est le monde.

IL FAUT LE SAVOIR

CREPUQ  
CONFÉRENCE DES RECTEURS  
ET DES PRINCIPAUX  
DES UNIVERSITÉS DU QUÉBEC

L'ÉTÉ EST ARRIVÉ CHEZ BONALDO

2 LE ROYER, VIEUX-MONTRÉAL  
514.827.9222 . BONALDO.CA

## DOSSIER L'ARBRE EN MILIEU URBAIN

## MORT

SUITE DE LA PAGE 1

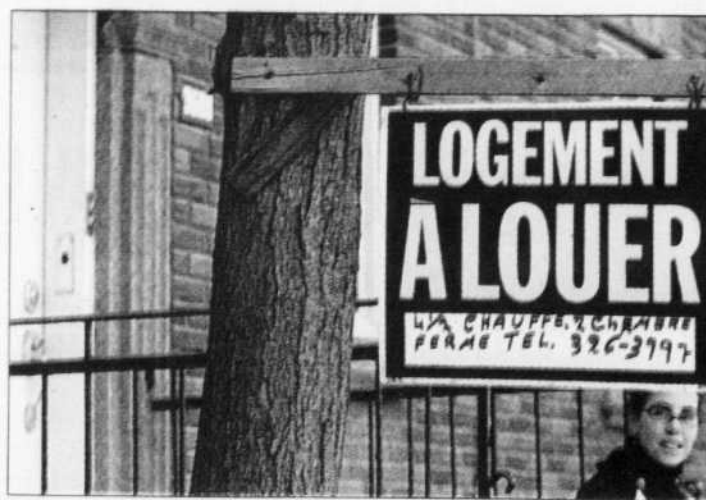
trottoirs sont étroits. «Lors du dernier chargement, les chenillettes Bombardier n'arrivaient plus à tasser la neige tellement elle était compactée et dure. On a passé sur les trottoirs avec des mini-souffleuses. Ce fut un hiver difficile», explique Michel Tanguay, chargé de communication à l'arrondissement du Plateau. Bien que les opérateurs d'appareils de déneigement soient sensibilisés à la vulnérabilité des arbres, la marge de manœuvre pour la machinerie est parfois limitée.

Exposés au vent, à la pollution, aux sels de déglacement et aux agressions diverses, les 265 000 arbres plantés en bordure de rue à Montréal endurent en silence leur triste sort. Dans les secteurs résidentiels, certains atteignent une envergure respectable, surtout s'ils sont plantés en parterre, mais au centre-ville et le

long des artères commerciales, leur survie tient souvent du miracle. Chétifs, rabougris, le tronc portant les marques de blessures anciennes ou récentes, ces arbres témoignent de leurs difficiles conditions de vie. Inutile de se fier au diamètre de leur tronc pour évaluer leur âge: en milieu hostile, certains arbres cessent de croître après leur plantation, prévient Pierre Jutras, agronome à la Division de l'horticulture et de l'arboriculture de la Ville: «Le long des rues commerciales, il y a des arbres qui ont vingt ans mais dont le diamètre est à peu près équivalent à celui qu'ils avaient au moment où ils ont été plantés. Ils ne croissent pas ou leur croissance est très réduite.»

Chef de la division des parcs dans l'arrondissement du Sud-Ouest, Pierre Brochu résume en quelques mots leur triste existence: «Ils se naifient jusqu'à ce qu'un Bombardier les soulage de leur misère», dit-il.

Une étude menée en 1993 par le botaniste Michel Labrecque avait révélé que les arbres du centre-ville vivaient en moyenne de quatre à



Certains ne se gênent pas pour utiliser les arbres comme support pour leurs pancartes.

six ans, alors que dans leur milieu naturel, leur espérance de vie peut dépasser les 200 ans. Le chercheur avait attribué la piètre santé des arbres urbains aux fosses de plantation trop petites, à l'ensoi-

llement déficient et à une irrigation insuffisante.

Quinze ans plus tard, la santé des arbres demeure très précaire dans les secteurs les plus inhospita-

les de la rue Sainte-Catherine, où les arbres rachitiques se succèdent le long du trottoir. Un des problèmes, signale Pierre Brochu, c'est que dans la réglementation, l'arbre à Montréal est considéré comme du «mobiliier urbain» au même titre qu'un lampadaire ou un banc public. Sans compter qu'en matière de civisme, les Montréalais ne sont pas toujours des anges, notamment les cyclistes, qui se servent des arbres comme supports à vélo.

## Conscience verte

Mais les mentalités sont en train de changer, tout comme les méthodes de gestion du patrimoine arboricole. L'adoption d'une politique de l'arbre par la Ville de Montréal, en 2005, a établi de nouvelles lignes directrices destinées aux arrondissements, dont relève la plantation et l'entretien des arbres. Mais les contraintes budgétaires ralentissent l'application de ces objectifs.

Si elles subsistent encore un peu partout, les fosses de plantation d'un mètre cube ne constituent plus la norme. La Politique de l'arbre a établi à cinq mètres cubes le volume minimal qui devrait être obtenu pour permettre un développement racinaire plus adéquat. Les arrondissements respectent généralement cette règle quand il s'agit de nouveaux projets, indique Daniel Desjardins, chef de division, production et expertise arboricole, à la Division des grands parcs, en citant pour exemple les travaux effectués sur la rue Peel au sud de la rue des Pins. Et quand vient le temps de remplacer un arbre mais que le trottoir, lui, demeure en place, la scie à béton se charge d'agrandir l'ouverture pour permettre l'aménagement d'une fosse plus grande.

Accroître la taille des fosses peut constituer un véritable casse-tête compte tenu de l'exiguïté des trottoirs montréalais. C'est un des problèmes sur lesquels Pierre Jutras s'est penché (voir autre texte en page A 6), car si on veut agrandir les fosses, encore faut-il que les trottoirs résistent au passage de la machinerie.

Les arbres sont systématiquement arrosés pendant les trois années qui suivent leur plantation, mais c'est insuffisant, estime M. Desjardins, qui souhaiterait que la norme de quatre ans stipulée à la Politique de l'arbre puisse être mise en pratique.

Comparativement à leurs homologues montréalais, les arbres de la ville de Québec semblent mener la belle vie. Il faut dire que les contraintes d'espace y sont beaucoup moins criantes. Sur les 125 000 arbres publics que compte la capitale, seul un millier grandit en trottoir. La norme consiste désormais à les installer dans des boîtes de plantation enfouies dans le sol et ceintées d'une bordure de granit en surface. Ces boîtes peuvent contenir entre 10 et 20 mètres cubes de terre. Aussi, luxe suprême, chaque arbre bénéficie d'un système d'irrigation personnel contrôlé automatiquement selon le degré d'humidité du sol. Ces équipements coûtent cher, 5000 \$ par arbre, mais l'investissement en vaut la peine, soutient Jacques Grantham, directeur de la Division de la foresterie urbaine de la Ville de Québec.

## L'arbre contre la machine

À Montréal, en matière de déneigement, les consignes prévoient qu'une couronne de 30 cm de neige

doit être laissée autour des arbres. Toutefois, pour Pierre Brochu, ce principe est une «vue de l'esprit», car il n'est pas vraiment respecté, surtout quand on exige de beaux trottoirs bien déneigés.

Comment protéger les arbres des agressions des chenillettes? Plusieurs systèmes ont été mis à l'épreuve, sans succès. Les madriers de bois retenus par un cadre de métal ou les corsets d'acier offrent une protection toute relative, car ils abîment l'écorce des arbres lorsqu'ils subissent les assauts des déneigeuses. L'arrondissement du Sud-Ouest a testé les protecteurs en U inversé utilisés à Québec depuis trois décennies pour protéger les arbres en parterre. Ces arceaux ont été installés de part et d'autre d'une vingtaine d'arbres près du marché Atwater. Résultat: treize de ces équipements ont été brisés par la machinerie l'hiver dernier, mais Pierre Brochu est satisfait, car tous les arbres s'en sont sortis indemnes. Remplacer ces protecteurs coûte 250 \$ alors que chaque nouvel arbre représente une dépense de 1096 \$, ce qui comprend son coût d'achat et son entretien pendant trois ans.

Cependant, M. Brochu reconnaît que ces protecteurs, si efficaces soient-ils, ne sont pas très esthétiques. Il rêve du jour où la Ville lancera un concours de design pour créer un protecteur d'arbre efficace et adapté aux conditions montréalaises, comme elle l'a fait pour la conception du nouveau bac de recyclage et des vélos en libre service.

Et quand les arbres réussissent à grandir, ils ne sont pas au bout de leurs peines puisqu'ils font face à de multiples contraintes, notamment les fils électriques qui forcent leur élagage parfois draconien et la présence d'infrastructures souterraines qui réduisent le développement de leurs racines. Après qu'Hydro Québec et Gaz Métro eurent fait preuve d'un peu trop de sans-gêne dans leurs interventions, la Ville a d'ailleurs dû mettre son poing sur la table pour que les interventions soient mieux coordonnées.

## L'arbre parfait

La Ville de Montréal a la chance de disposer de sa propre pépinière, située à L'Assomption, ce qui lui permet chaque année d'approvisionner les arrondissements avec des arbres de qualité: «Les semences sont récoltées sur les individus performants du territoire de la ville. Il y a tout un bagage génétique lié aux conditions particulières de Montréal», explique Pierre Jutras.

Mais l'arbre urbain idéal n'existe pas; du moins, on ne l'a pas encore trouvé. Il fut une époque où l'orme d'Amérique semblait être le candidat parfait pour la métropole, jusqu'à ce qu'il soit presque anéanti par la maladie hollandaise, il y a trois décennies. À l'heure actuelle, les principales essences qui composent la population arboricole sont l'érable de Norvège, l'érable argenté, le tilleul européen, le micocoulier, l'orme de Sibérie et le févier. Cependant, comme dans tout autre domaine, il y a des modes; à ce chapitre, le gymnocladus est considéré comme l'arbre le plus en vogue.

Pierre Jutras insiste sur l'importance de diversifier les espèces plantées, car bien qu'une certaine homogénéité puisse être esthétique, ce sont les arbres d'une rue entière qui peuvent disparaître d'un coup en cas d'infestation.

Le Devoir



## CONTINUEZ LA BELLE VIE

## OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

- + Remboursables quotidiennement, sans pénalité.
- + Taux annuel minimum garanti.
- + Émission 2008: offerte jusqu'au 31 mai.

## OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

- + Remboursables chaque année, à leur date anniversaire, sans pénalité.
- + Taux progressifs garantis pour 10 ans.
- + Offertes à l'année.

Pour en savoir plus sur ces produits et sur notre gamme de produits sécuritaires, téléphonez-nous ou consultez notre site Internet.

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

VOS  
ÉCONOMIES  
GARANTIES  
À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca



Épargne  
Placements  
Québec

ON VEUT PAS QUE ÇA ARRÊTE!

## L'Exposition d'Antiquités de Montréal

2-4 mai, 2008

HIPPODROME de MONTRÉAL

7440, boul. Décarie



Des antiquaires prestigieux vous offrent une sélection vaste d'objets du monde entier

Vendredi	2 mai	11h - 21h
Samedi	3 mai	11h - 18h
Dimanche	4 mai	11h - 17h

Adulte \$8.00 • Âge d'or \$6.00 • Enfant \$1.00

Productions Behr  
(514) 933-6375

## Restauration de porcelaine



Lladro, Moorcroft, Limoges, Wedgwood



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal

514-484-8332

www.themrfixit.com

DEPUIS 1953

# LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

## La pire défaite du Labour en 40 ans aux élections locales

Gordon Brown avoue sa déception

LOÏC VENNIN

Londres — Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a avoué hier sa «déception» face aux «mauvais» résultats enregistrés par le Labour, son parti, aux élections locales de jeudi en Angleterre et au pays de Galles, les pires depuis une quarantaine d'années.

«Il est évident que cela a été une nuit décevante, en fait une mauvaise nuit pour le Labour», a reconnu M. Brown lors d'une conférence de presse. «Nous devons en tirer les leçons... Nous allons analyser ce qui s'est passé et aller de l'avant.»

Le parti a entendu le message, a-t-il assuré, citant la hausse du coût de la vie pour expliquer la sévère sanction électorale. «La population veut être assurée que le gouvernement va l'aider à surmonter ces temps difficiles», a-t-il dit, promettant des mesures afin d'aider à compenser la «hausse des factures».

Selon une estimation de la BBC, le parti travailliste s'est classé seulement en troisième position, avec 24 % des voix, derrière les libéraux-démocrates (25 %) et à vingt points des conservateurs (44 %).

**Le revers de Brown rappelle la déroute qu'avait subie en 1995 l'ancien premier ministre conservateur John Major**

Si le résultat de ces élections locales était reproduit lors de législatives, les tories emporteraient une nette majorité parlementaire, allant de 138 à 164 députés, selon les projections.

Sur les 4102 sièges en jeu en Angleterre et au pays de Galles, le Labour en a perdu 331, les conservateurs en ont gagné 256 et les libéraux-démocrates 19. Les tories ont conquis la majorité absolue dans 12 conseils supplémentaires, faisant une percée dans des régions et villes détenues par les travaillistes parfois depuis plusieurs décennies.

«Un bain de sang pour Brown», titre le quotidien du soir londonien *Evening Standard* (droite).

Les conservateurs apparaissent aussi en position de l'emporter à la mairie de Londres, où le maire travailliste sortant, Ken Livingstone, était, selon des résultats partiels, en difficulté face au tory Boris Johnson.

La BBC ainsi que plusieurs autres médias, citant des sources proches du gouvernement et du Labour, laissent présager une défaite de leur candidat à Londres, ce qui serait un véritable coup de tonnerre politique.

Il s'agit de la meilleure performance des conservateurs lors d'élections locales depuis 1992 et la pire du Labour depuis la fin des années 60, encore plus



«Je pense qu'il s'agit d'un vote de confiance envers les conservateurs», a estimé le chef de file de ces derniers, David Cameron (à droite).

mauvaise qu'en 2004, quand les travaillistes avaient payé la décision controversée du premier ministre de l'époque, Tony Blair, d'engager le Royaume-Uni dans la guerre en Irak.

En 2004, le Labour avait également terminé en troisième position, avec 26 % des voix.

Gordon Brown, qui a succédé à Tony Blair en juin dernier sans avoir à passer par les urnes, a ainsi perdu son premier test électoral, tandis qu'approchent les législatives qui doivent être convoquées avant mai 2010.

«Ces résultats ne sont pas qu'un vote contre Gordon Brown et son gouvernement. Je pense qu'il s'agit d'un vote de confiance envers les conservateurs», a estimé le chef de file de ces derniers, David Cameron.

Plusieurs analystes font le parallèle entre le revers de Brown et la déroute qu'avait subie en 1995 l'ancien premier ministre conservateur John Major lors d'élections locales où il n'avait recueilli que 25 % des suffrages. Deux ans plus tard, il était chassé du pouvoir.

Agence France-Presse

## Arrestation d'un baron de la drogue colombien

JEAN-LUC PORTE

Bogotá — La police colombienne a arrêté hier Miguel Angel Mejia Munera, chef du cartel de la drogue Los Mellizos (les jumeaux), héritier des célèbres cartels de Cali et de Medellín; les autorités ont annoncé qu'il serait extradé vers les États-Unis.

Mejia Munera, alias «El Loco» (le fou), qui figure sur la liste des 12 narcotrafiquants les plus recherchés par Washington, était devenu ces dernières années l'un des plus importants «narcos» colombiens, envoyant des dizaines de tonnes de cocaïne aux États-Unis et en Europe. Washington offrait cinq millions de dollars de récompense pour sa capture.

Il a été arrêté par des agents de la police judiciaire (Dijin) à un barrage routier près de la municipalité de Honda, à 140 kilomètres au sud-ouest de Bogotá, dans le département de Tolima, a déclaré lors d'une conférence de presse le ministre de la Défense colombien, Juan Manuel Santos.

Mejia Munera, un moustachu de 48 ans, était dissimulé dans un caisson, spécialement conçu pour ses déplacements, aménagé à l'intérieur d'un camion suivi par les véhicules de ses gardes du corps.

«Cette cache était pratiquement impossible à détecter et c'est ainsi que Munera est parvenu à plusieurs reprises à nous échapper», a précisé le ministre de la Défense.

«Il est prêt à être extradé [...]. C'est le sort que lui réservent les autorités, être extradé», a déclaré M. Santos.

Mardi, des agents de la police judiciaire avaient abattu son frère jumeau Victor Manuel, lui aussi recherché par les États-Unis, lors d'une fusillade dans le nord-ouest du pays, et avaient saisi des documents appartenant au cartel.

Les deux frères, qui avaient organisé des «anneaux de sécurité» autour de leurs résidences, avaient déjà réussi à échapper sept fois au cours des six derniers mois à des opérations policières, indique un enquêteur de la Dijin. De plus, selon la même source, «les Munera avaient des informateurs qui leur annonçaient à l'avance l'arrivée des hélicoptères de la police».

Les jumeaux ont commencé leurs activités en travaillant à bord de navires de commerce qui se rendaient en Europe et aux États-Unis.

Profitant du vide créé par les démantèlements des célèbres cartels de Cali (sud-ouest) et de Medellín (nord-ouest), ils ont peu à peu réorganisé les principales routes de la drogue et se sont très vite trouvés à la tête d'une armée d'un millier d'hommes.

Ils disposaient déjà à la fin des années 1990 de ressources très importantes. Le 24 août 2001, lors d'une perquisition dans deux de leurs appartements du nord de Bogotá, la police avait découvert un magot de 35 millions de dollars caché dans les murs.

Afin d'échapper aux poursuites, Miguel Angel Mejia Munera s'était offert, moyennant finances, un groupe paramilitaire, le «Bloc des vainqueurs d'Arauca», pensant ainsi bénéficier des peines réduites accordées par le gouvernement aux chefs de milices d'extrême droite dans le cadre de la loi «Justice et paix» sur les démobilisations.

VOIR PAGE A 12: COLOMBIEN



À la mairie de Londres, le maire travailliste sortant, Ken Livingstone, était en difficulté, selon des résultats partiels.

Prix **Hommage** bénévolat-Québec 2008  
Une récompense au dévouement



Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Chaque année, près de 2 millions de Québécoises et de Québécois consacrent 300 millions d'heures d'engagement bénévole au sein de leur communauté en vue d'améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens. Cet apport constitue une richesse inestimable permettant de fortifier le Québec tout en favorisant l'établissement d'une société orientée vers l'entraide, le partage et la solidarité.

Les bénévoles travaillent trop souvent dans l'ombre; ils ne sont pas à la recherche de gratification, mais ils méritent notre entière reconnaissance. La 11<sup>e</sup> édition du prix Hommage bénévolat-Québec a été l'occasion de féliciter et remercier 38 lauréates et lauréats provenant de toutes les régions. Leur engagement a été déterminant pour l'ensemble des personnes qui ont pu bénéficier de leur aide et de leur soutien. Je souhaite que cette reconnaissance puisse donner une impulsion supplémentaire à la motivation qui les anime et également inciter d'autres personnes à s'impliquer.

En cette Semaine de l'action bénévole, je tiens également à exprimer ma gratitude à tous les bénévoles et tous les organismes sans but lucratif du Québec pour tout le temps et l'énergie qu'ils déploient jour après jour pour embellir la vie de leurs concitoyens.

Sam Hamad

### Catégorie Jeune Bénévole - Prix Claude-Masson



M<sup>me</sup> Cynthia Côté Bas-Saint-Laurent, M<sup>me</sup> Frédérique Dombrowski Capitale-nationale, M. Mike Pelletier Capitale-nationale, M. Rémi Vachon Estrie, M. Armand Singh Sangha Montréal, M. Benjamin Valiquette Montréal, M. Dominic Shink Chaudière-Appalaches, M<sup>me</sup> Mylène Michel Laval



M. Tommy Rivest Lanaudière, M<sup>me</sup> Julie Dagenais Montérégie, M<sup>me</sup> Josianne Daigle Montérégie, M<sup>me</sup> France-Éliane Nolet Montérégie, M. Renaud-B. Paquin Montérégie, M. Olivier-Don Truong Montérégie, M. Pierre Lemay Centre-du-Québec

### Catégorie Bénévole en action



M. Claude Pearson Bas-Saint-Laurent, M. Robert Côté Saguenay-Lac-Saint-Jean, M<sup>me</sup> Suzanne Morin Perron Capitale-Nationale, M. Aidé Demers Maurice, M. Jean-Marie Cliche Estrie, M<sup>me</sup> Pauline Wong Montréal, M<sup>me</sup> Aline Drouin Prud'homme Outaouais, M<sup>me</sup> Carmen Lanoix Abitibi-Témiscamingue, M<sup>me</sup> Rollande Pinette Côte-Nord



M<sup>me</sup> Paulette Duchesne Nord-du-Québec, M. Germain Deslauriers Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, M<sup>me</sup> Josette Dostie Chaudière-Appalaches, M. Gilles Fournier Laval, M. Pierre A. Grothé Laval, M. André Shatskoff Lanaudière, M<sup>me</sup> Jacqueline McDonald Laurentides, M<sup>me</sup> Monique Poisson Montérégie

### Catégorie Organisme en action



Fondation Georges-Lavallée Capitale-Nationale



Ambulance Saint-Jean Montréal



CECI Centre d'étude et de coopération internationale Montréal



G.R.I.S. Montréal Montréal



Le Trait d'Union Montérégie Montérégie



## LE MONDE



Cheng Man-kit a allumé hier la flamme à l'hippodrome de Shatin, à Hong Kong, où seront disputées les épreuves équestres.

## La flamme olympique commence son périple en sol chinois à Hong Kong

Hong Kong — Les premiers porteurs de la flamme olympique se sont lancés hier par un crachin persistant dans le relais de Hong Kong alors que les partisans du relais inactivaient et insultaient les manifestants prodémocratie, contraints de trouver refuge auprès de la police très présente.

Un groupe de nationalistes chinois en colère s'en sont verbalement pris à un petit groupe de manifestants prodémocratie en leur hurlant: «Vous vous croyez à Paris?» En référence à l'étape française de la flamme émaillée d'incidents.

Une autre manifestante portant un drapeau tibétain était embarquée dans un fourgon de la police après avoir été physiquement menacée par une trentaine de partisans de la flamme qui se frottaient à la dizaine de policiers qui la protégeaient.

Le relais de la flamme doit durer quelque huit heures au milieu des gratte-ciel et représente un grand défi pour les autorités et la police de Hong Kong, qui a mobilisé plus de 3000 hommes.

Après le Vietnam, dernière étape de la partie

internationale de son relais autour du globe, où des milliers de personnes l'ont acclamée mardi à Ho Chi Minh-ville, la plus grande ville du pays, la flamme olympique était arrivée mercredi dans ce premier territoire chinois. Avant l'arrivée de la flamme dans l'ancienne colonie britannique après avoir traversé vingt pays, les autorités de Hong Kong avaient expulsé des manifestants protibétains qui projetaient de manifester contre les violations des droits de l'homme par le régime chinois.

Jeudi, Hong Kong a autorisé la présence en territoire chinois de l'actrice Mia Farrow, qui entend protester contre les liens étroits entre la Chine et le Soudan. Quelques jours plus tôt cependant, des militants pro-Tibet qui prévoient de manifester contre le passage de la torche hier avaient été expulsés. Ce double jeu fait partie du délicat exercice d'équilibre de Hong Kong: plaire à la direction politique à Pékin tout en essayant d'être une société libre et une capitale financière globalisée.

Associated Press

## Les Américains sont las de la couverture médiatique des primaires

CHARLOTTE RAAB

Washington — C'en est trop, les médias américains consacrent à la campagne présidentielle plus de temps et d'espace qu'il n'en faut, estiment les Américains, tandis que les critiques se multiplient sur une couverture concentrée sur des questions de personnalité plus que sur le fond.

«Il y a une trop large couverture de la campagne», assène le centre d'études Pew Research dans une étude hebdomadaire sortie jeudi, soulignant que c'est l'opinion de 51 % des Américains, et même de 47 % des démocrates, pourtant toujours dans l'attente d'un candidat désigné de leur parti.

Dans la semaine de la primaire démocrate de Pennsylvanie (22 avril), près de la moitié (44 %) des actualités étaient consacrées à la campagne. Pourtant, seulement le quart de l'opinion publique (25 %) trouvait que c'était l'information la plus importante. Par comparaison, plus de gens (27 %) s'intéressaient au prix de l'essence, qui n'a inspiré que 2 % de la couverture médiatique.

Une certaine lassitude explique sans doute au moins partiellement ces chiffres: le démocrate Barack Obama plaisante souvent sur le fait que, depuis qu'il a annoncé sa candidature en février 2007, des bébés ont eu le temps de naître et d'ap-

prendre à marcher. Et les Américains vont encore attendre six mois avant de connaître l'identité de leur prochain président.

Mais journaux et télévisions sont aussi de plus en plus critiqués pour la qualité de leur couverture, trop superficielle, trop centrée sur la personnalité des candidats et pas assez sur leurs propositions.

### Critiques sur le débat

Le dernier débat télévisé entre M. Obama et sa rivale démocrate Hillary Clinton, le 16 avril, a d'ailleurs donné lieu à un déferlement de critiques contre les journalistes de la chaîne de télévision ABC, Barack Obama se plaignant devant ses partisans qu'il ait fallu 45 minutes pour évacuer les polémiques personnelles et aborder les questions de fond.

Toutefois, cette critique n'est pas totalement fondée, estime Mike Traugott, professeur de sciences politiques et de communication à l'Université du Michigan, pour qui «il serait difficile de se concentrer sur les propositions quand il s'agit d'une campagne entre deux démocrates que bien peu sépare en matière de programme».

Et les journalistes en sont souvent réduits à gloser sur les sondages réalisés à la sortie des urnes lors des primaires successives, dénotant les performances des candidats auprès des femmes, des

jeunes, des diplômés, «parce que les sondages ne contiennent pas beaucoup de questions de fond».

Enfin, les équipes de campagne se plaignent du fait que les médias exploitent au-delà du raisonnable des polémiques superficielles, qu'il s'agisse des relations de Barack Obama avec son ancien pasteur, de ses réflexions sur l'«amertume» supposée des électeurs de la Pennsylvanie profonde ou des exagérations de Mme Clinton sur les conditions d'un atterrissage en Bosnie.

Mais, comme le souligne Mark Jurkowitz, un responsable du Projet pour l'excellence en journalisme, faute de critère objectif pour juger quand les médias en font trop, «il serait difficile d'arguer que ces sujets n'ont pas eu d'impact ou qu'ils ne méritaient pas d'être couverts».

Les mesures des sondages sont en effet éloquentes: depuis la polémique sur son atterrissage en Bosnie, la «sincérité» de Mme Clinton est mise en doute par les électeurs, selon un sondage du Pew: seulement 57 % la trouvent honnête (contre 65 % en mars) et 35 % (+6) trouvent qu'elle sonne faux. Barack Obama, lui, est jugé moins en phase avec l'électorat (73 %, -9), moins inspirant (77 %, -5) et plus arrogant (17 %, +4).

Agence France-Presse

## Le duel démocrate fait un crochet par le Pacifique

Hagatna — Ils ne peuvent pas élire le président américain, mais les milliers d'habitants de la petite île de Guam auront leur mot à dire ce week-end dans le choix du candidat démocrate à l'élection présidentielle.

Ce territoire américain situé dans l'océan Pacifique organise aujourd'hui une primaire dont les résultats devraient être connus vers 16h GMT. En jeu: huit délégués qui disposeront chacun d'une demi-voix lors de la convention nationale du Parti démocrate fin août à Denver. Guam enverra par ailleurs cinq «super-délégués» à la convention.

Le résultat de la primaire de Guam n'aura pas une importance capitale étant donné l'écart en nombre de délégués entre Barack Obama et Hillary Clinton (1733 contre 1598). Mais la bataille achar-

née que se livrent les deux candidates captive l'île.

«C'est une rare occasion pour les citoyens de Guam de participer aux primaires présidentielles d'une manière qui peut avoir un réel impact», estime Ron McNinch, professeur d'administration publique à l'Université de Guam. D'habitude, les principaux choix ont déjà été faits avant la consultation de Guam.

D'une surface de 550 km<sup>2</sup>, l'île de Guam est passée sous contrôle américain à la fin de la guerre hispano-américaine en 1898. C'est le seul territoire américain avec une population significative à avoir été occupé par une puissance étrangère, en l'occurrence le Japon lors de la Seconde Guerre mondiale. L'île est repassée sous contrôle américain en 1944. Les Américains y ont alors construit une base aérienne qui a

été très utilisée lors des guerres de Corée et du Vietnam.

Environ 4000 personnes devraient participer à la primaire d'aujourd'hui, une hausse importante par rapport à la précédente consultation, où 1500 électeurs s'étaient déplacés. Les habitants de Guam élisent une chambre monocamérale comptant 15 sièges, mais ils ne peuvent pas participer à l'élection présidentielle américaine.

«Il est déjà ironique que les habitants de Guam ne puissent pas élire le président, mais il est encore plus ironique que Guam ne soit pas représentée au Sénat», souligne McNinch. Pour la première fois depuis l'élection du président Kennedy en 1960, le président qui sera élu en 2008 viendra directement du Sénat américain.»

Reuters

## Vente d'entrepôt

Shermag

Opéré par 6916279 Canada inc.



Ouvert pour la première fois au public

### Heures d'ouverture

Judis et vendredis : 10 h à 21 h

Samedis, dimanches et

Fête de Dollard : 9 h à 17 h

Du 1er mai au 15 juin

Jusqu'à

80%

de rabais

795, 90<sup>e</sup> Avenue à LaSalle

La gamme comprendra des ensembles de salle à manger, chambre à coucher, chambre de bébé, sofas, causeuses, fauteuils de détente, ensembles de cinéma-maison, berçantes, unités murales, matelas haut de gamme, douillettes, carpes, vaisselle et coutellerie.

www.soldeshermag.com

Financement disponible  
Livraison disponible partout au Québec

MasterCard VISA

## Plus de vols directs vers l'Europe.

Vols directs | Aller-retour à partir de...

195\$  
LONDRES

345\$  
BRUXELLES,  
NANTES, PARIS

445\$  
MADRID,  
ROME

air transat

Maintenant disponible | Faites votre sélection de siège en ligne. Visitez le [www.airtransat.com](http://www.airtransat.com) ou contactez votre agent de voyages.

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valables à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse et sont valables pour des dates spécifiques en mai ou juin 2008. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ, ainsi que la destination sélectionnée. Les tarifs sont valables pour les nouvelles réservations individuelles seulement, sous réserve de modifications. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPST, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicables, ne sont pas inclus.



# Bravo!

L'Université de Montréal félicite Robert S. Schwartzwald, qui recevra, le 31 mai prochain, le Prix international du Gouverneur général en études canadiennes.

Directeur et professeur au Département d'études anglaises, M. Schwartzwald a contribué de façon exceptionnelle à l'avancement des connaissances sur le Québec et le Canada en matière de culture et de littérature francophones.

Cette prestigieuse distinction fait honneur à tous les membres de notre communauté

umontreal.ca

Université de Montréal

## LE MONDE

## La Maison-Blanche demande 70 milliards pour l'Irak et l'Afghanistan

Washington — Le président George W. Bush a adressé aux parlementaires une demande de financement des guerres en Irak et en Afghanistan, d'un montant prévisionnel de 70 milliards de dollars en 2009, ont déclaré hier des responsables du Congrès.

Cette somme pour l'année budgétaire 2009, débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2008, porterait à 875 milliards de dollars les sommes engagées depuis 2001 pour la lutte contre le terrorisme ainsi que pour les conflits en Irak et en Afghanistan, ajoutent ces responsables.

La majeure partie des 70 milliards de dollars, soit 45 milliards, est destinée à financer les opérations de combat, tandis que deux milliards de dollars couvriraient la hausse des prix du carburant.

L'enveloppe demandée par le président américain inclut une aide de 770 millions de dollars pour tenter d'atténuer la crise alimentaire mondiale.

M. Bush a également demandé 1,7 milliard de dollars pour des infrastructures, programmes sociaux et initiatives de développement économique en Irak et en Afghanistan. En vertu de sa demande, l'armée afghane recevrait 3,7 milliards de dollars pour ses efforts de contre-insurrection et l'armée irakienne, deux milliards de dollars dans le même but.

Le Pakistan, un allié clé de Washington dans la lutte contre le terrorisme, recevrait une aide de 193 millions de dollars.

Associated Press

## John McCain prend ses distances de George Bush

STEVE HOLLAND

Washington — Lentement mais sûrement, le candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle américaine, John McCain, prend ses distances d'avec l'impopulaire président George W. Bush.

Cette semaine, il a pris pour cible la bannière «Mission accomplie» sous laquelle Bush avait annoncé le 1<sup>er</sup> mai 2003, sur le ponton d'envol du porte-avions USS Abraham Lincoln, la fin des principales opérations de combat en Irak.

«À l'époque, j'avais pensé que ce n'était pas bien», a déclaré McCain, jeudi, à Cleveland, avant de critiquer les différentes déclarations du vice-président Dick Cheney au fil des années sur l'insurrection irakienne vivante «ses dernières heures».

La semaine dernière, McCain en avait surpris certains à la Maison-Blanche en qualifiant de «honteuse» la gestion par le président Bush des ravages provoqués par le passage de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans en 2005. «Plus jamais ça», a promis McCain.

Cette stratégie est un passage obligé pour le sénateur de l'Arizona, qui doit relever le défi difficile de remporter un troisième mandat pour son parti à la Maison-Blanche, ce qui n'est arrivé qu'une fois au cours des cinquante dernières années. Selon les analystes politiques, McCain doit mettre de la distance entre lui et Bush, qui recueille seulement 27 % d'opinions favorables dans un sondage pour le Wall Street

Journal et NBC News. Cette enquête d'opinion révèle également que 43 % des Américains ont de «fortes inquiétudes» sur la proximité entre les idées de Bush et de McCain.

«Lorsque vous succédez à un président dont le taux d'opinions favorables est inférieur au pourcentage de voix dont vous avez besoin pour être élu président, un calcul simple montre que John McCain a besoin des voix d'un grand nombre de personnes qui désapprouvent actuellement la présidence de George W. Bush», analyse le sondeur républicain Whit Ayres.

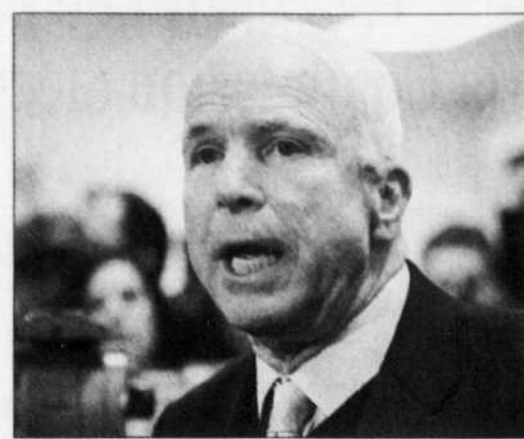
Pour dire les choses autrement: «John McCain compte les plus et les moins, comme le font tous les candidats, et il ne voit pas de «plus» dans un rapprochement avec le président de son parti», résume le spécialiste des élections présidentielles Stephen Hess.

### Climat

Outre la gestion de Katrina et la façon dont la guerre en Irak a été menée au départ, McCain a également marqué sa différence avec Bush sur la question du réchauffement climatique, apportant son soutien aux mesures auxquelles l'actuel locataire de la Maison-Blanche est opposé.

McCain est par ailleurs farouchement opposé aux techniques d'interrogatoire des suspects de terrorisme qui s'apparenteraient à de la torture et il dénonce constamment les dépenses «hors de contrôle» du gouvernement.

Par contre, McCain partage la



PHOTOS REUTERS

Le sénateur de l'Arizona (à droite) doit mettre de la distance entre lui et Bush, qui recueille seulement 27 % d'opinions favorables dans un sondage pour le Wall Street Journal et NBC News.

même position que le président Bush sur plusieurs sujets importants. Il souhaite notamment étendre et élargir les baisses d'impôt décidées par Bush lors de son premier mandat. Il approuve également la stratégie actuellement menée en Irak, en dépit des pertes américaines.

Il déclare souvent dans les meetings que le président Bush a le grand mérite d'avoir évité à l'Amérique un autre 11-Septembre et il ne dit que du bien des deux conservateurs nommés par Bush à la Cour suprême: John Roberts et Samuel Alito.

Les démocrates n'ont de cesse de souligner la proximité entre les deux hommes, en publiant quotidiennement des communiqués sur le danger d'un troisième

mandat Bush avec McCain.

### Image de franc-tireur

«Cinq ans après que George Bush a déclaré «Mission accomplie» et que John McCain a dit au peuple américain que «la fin est bien en vue» en Irak, nous avons perdu des milliers de vies, dépensé la moitié d'un trillion de dollars et nous ne sommes pas plus en sécurité. Il est temps de tourner la page des fausses promesses de Washington et des erreurs de jugement en politique étrangère», a déclaré le candidat à l'investiture démocrate Barack Obama.

Pour Andy Smith, professeur de sciences politiques à l'Université du New Hampshire, ce problème risque de coller à la peau de McCain, surtout si l'envoi de renforts en Irak, qu'il soutient,

se révèle être un échec.

Si cela se produit, «peu importe la distance qu'il aura tenté de mettre, il y sera irrémédiablement ramené».

Mais McCain, que Bush avait battu lors des primaires républicaines en 2000, bénéficie d'une image de franc-tireur et il cherche à séduire l'électorat indépendant, qui sera crucial pour l'issue du vote le 4 novembre.

Pour Tod Harris, ancien porte-parole de McCain, il sera difficile pour les démocrates de changer cette image. «Il y a un vieil adage en marketing qui dit qu'il est toujours plus facile de créer une opinion publique que de la changer, et l'image de John McCain dans l'opinion publique est faite depuis longtemps», explique-t-il.

Reuters



## Sotheby's RITCHIES



Kathleen Moir Morris, L'attente, 61 x 76,2 cm 175 000 \$ - 275 000 \$

### ŒUVRES CANADIENNES IMPORTANTES

#### VENTE AUX ENCHÈRES

380 rue King est, Toronto  
Lundi, le 26 mai 2008 à 10h30

Pour plus d'informations, veuillez contacter

Viola McGowan au 514.934.1864,  
vmcgowan@ritchies.com

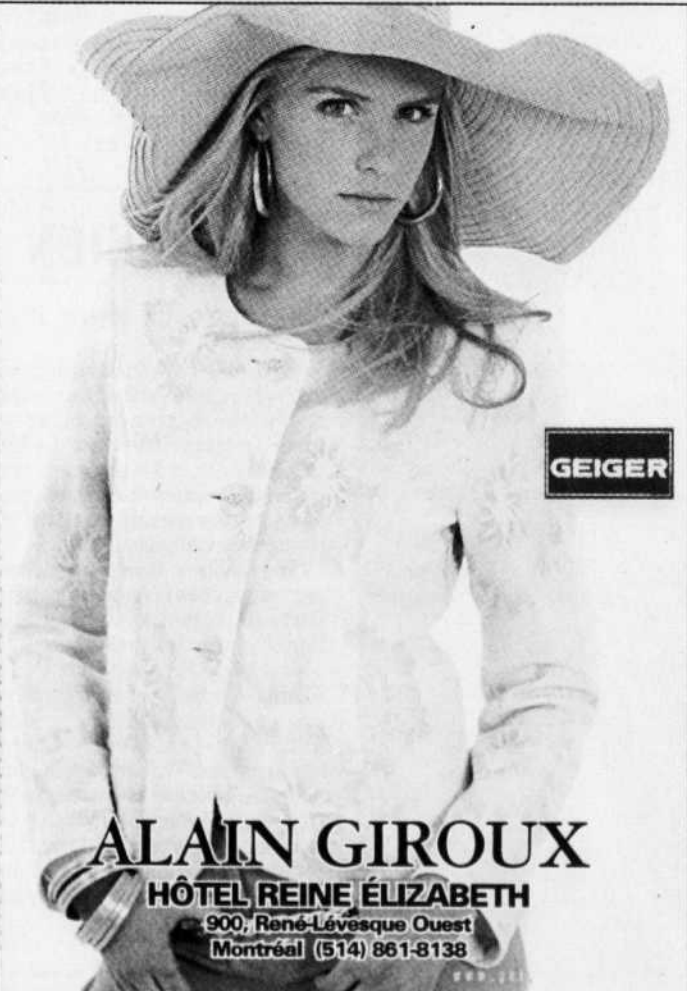
Marc Jo Paquet au 416.926.1774,  
marcjo.paquet@sothebys.com

#### EXPOSITIONS DE PRÉ-VENTE

À MONTREAL  
Ritchies, 1980 rue Sherbrooke ouest suite 100  
Vendredi le 9 mai 12h à 18h  
Samedi le 10 mai 11h à 18h

#### À TORONTO

Ritchies, 380 rue King est  
Vendredi le 23 mai 12h à 19h  
Samedi le 24 mai 12h à 17h  
Dimanche le 25 mai 12h à 17h



GEIGER

ALAIN GIROUX

HÔTEL REINE ÉLIZABETH

900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 861-8138

## Table ronde Une place... ou pas!

À l'occasion de son premier événement, T.A.M.B.O.U.R. souhaite faire entendre notre «malaise dans cette civilisation» en vous invitant à réfléchir avec nous sur la dimension symbolique de la place, ainsi que sur celle de son envers anthropologique, le «pas de place».

M. LÉVESQUE, L. TASSÉ, J.-É. VERGIER

### Andrée Ruffo

Être humain dans l'humanité

### Christian Thiboutot

Savoir, vie et culture: quelques réflexions d'un jeune professeur

### Louise Tassé

Qui va à la chasse perd sa place...

### Ginette Pelland

Félix Leclerc, revendicateur émérite pour la manifestation de l'esprit au Québec

### Mario Côté

Là où il y a un lieu où je puisse me reconnaître: ô solitude

### Monique Lévesque

Une place... pulsation de l'inscription

Tambour © Musée d'Art Moderne (Troyes)  
Christian Thiboutot et Louise Tassé © Photo Daniel Le Né

Le samedi 10 mai 2008  
de 9 heures à 17 heures  
4499, rue De l'Esplanade  
Montréal  
Inscription sur place: 25 \$  
Pour informations:  
(514) 488.7214  
t-a-m-b-o-u-r@hotmail.com

## La menace des marées toxiques Eaux troubles



### Conférence d'André Rochon

André Rochon est professeur à l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER).

Depuis 30 ans, le nombre de marées toxiques causées par des espèces invasives augmente sans cesse. Coup d'œil sur ce fléau qui occasionne non seulement des pertes économiques considérables, mais également plusieurs décès.

Mardi 6 mai 2008, 19h

Adultes: 6 \$, étudiants et aînés: 2 \$

RÉSERVATION ET INFORMATION:

www.coeurdessciences.uqam.ca

514 987-0357

Hydro Québec

planétterre

OGdM-MEO

LE DEVOIR

## LA POPULATION BOUGE LA CARTE ÉLECTORALE CHANGE RAPPEL

### LA PAROLE EST À VOUS

Auditions publiques sur la proposition de délimitation d'une nouvelle carte électorale

La Commission de la représentation électorale vous invite à exprimer votre opinion sur les changements qu'elle propose à la carte électorale afin que celle-ci reflète mieux les réalités démographiques et territoriales du Québec actuel.

Ainsi, la Commission tiendra des auditions publiques pour entendre les citoyens et les organismes sur la proposition rendue publique le 12 mars dernier.

Inscrivez-vous et faites valoir votre point de vue.

Il y aura des auditions publiques les 6 et 7 mai 2008 de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h.  
(Notez que les séances seront écourtées s'il n'y a plus de participants.)

6 mai:

Musée ferroviaire de St-Constant  
110, rue Saint-Pierre  
Saint-Constant  
Salle Constant 2

7 mai:

Centre Marcel-Dulude  
530, boul. Clairevue Ouest  
St-Bruno-de-Montarville  
Salle 1

Pour vous inscrire ou pour consulter la proposition de la Commission de la représentation électorale:

- consultez notre site Web à l'adresse [www.lacartechange.qc.ca](http://www.lacartechange.qc.ca)

- composez le 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Les personnes sourdes ou malentendantes

peuvent composer sans frais : 1 800 537-0644.



Commission de la représentation électorale du Québec

## LE MONDE

## La défaite de Mugabe est confirmée par la Commission électorale

Harare — Le chef d'État zimbabwéen, Robert Mugabe, a subi une défaite historique hier, les résultats officiels du scrutin présidentiel du 29 mars le plaçant derrière son rival Morgan Tsvangirai, mais il a déjà fait savoir qu'il se plierait à un second tour.

Mugabe, 84 ans, qui dirige l'Ex-Rhodésie du Sud britannique depuis 1980, avait déjà assisté au revers sans précédent de son parti, qui a perdu la semaine dernière la majorité qu'il détenait depuis 28 ans à la Chambre des députés.

Hier, après plus d'un mois d'attente, la Commission électorale du Zimbabwe (ZEC) a annoncé que Morgan Tsvangirai, le chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), avait remporté 47,9 % des suffrages le 29 mars contre 43,2 % pour Mugabe.

Puisque aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des bulletins exprimés, la ZEC a convoqué un second tour à une date qui reste à déterminer.

Le président Mugabe a immédiatement «accepté sa défaite et participera à un second tour», a indiqué son parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF).

Mais le MDC, qui revendique depuis plusieurs semaines la victoire de son leader dès le premier tour, a jugé l'annonce des résultats «scandaleuse». «La Commission électorale s'est emballée», a regretté Nelson Chamisa, le porte-parole du MDC.

«Morgan Tsvangirai est le président de la république du Zimbabwe dans la mesure où il a remporté le plus grand nombre de voix», a sursourci Tendai Biti, numéro deux du MDC depuis Johannesburg.

«Nous pensons qu'il ne peut y avoir de deuxième tour», a-t-il ajouté, concédant cependant qu'aucune décision définitive n'avait été arrêtée sur la participation du MDC à ce scrutin. Selon la Constitution zimbabwéenne, si un candidat se retire entre les deux tours, l'autre est automatiquement déclaré vainqueur.

Tsvangirai avait reconnu à la mi-avril qu'il pourrait se résigner à un second tour si «un nouveau contexte électoral» était garanti avec la participation d'observateurs internationaux.

Lex-ministre des Finances Simba Makoni, arrivé en troisième position avec 8,3 % des suffrages, a lancé un appel au dialogue. «Pour que le pays puisse avancer, il faut que les leaders politiques travaillent ensemble. Le pays ne peut pas se permettre une nouvelle élection. [...] Ce serait beaucoup trop cher», a-t-il déclaré.

### Doutes

À l'étranger, Londres et Washington ont mis en doute la crédibilité des résultats, appelant à «une interruption immédiate de la violence». La Commission européenne a souhaité la présence d'observateurs internationaux pour garantir un second tour «juste et libre».

L'opposition accuse le régime de vouloir se servir d'un second tour pour lui voler la victoire en intimidant les électeurs et avance un bilan d'au moins 20 morts dans ses rangs et des centaines de blessés.

Hier, l'agence des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué apporter une aide d'urgence à plus de 1500 personnes déplacées par les violences. La mission des observateurs de l'Afrique australe a dénoncé une hausse des «violences, tortures et pillages» depuis les élections, imputant la responsabilité de ce «climat d'intolérance» au pouvoir comme à l'opposition.

Le gouvernement sud-africain a fait savoir qu'il allait envoyer une mission d'enquête chez son voisin pour se renseigner sur ces violences.

Agence France-Presse

Nouveau rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation

## Olivier de Schutter prédit la fin de la «nourriture à bas prix»

La communauté internationale a été prise de court par les émeutes de la faim de façon «inexcusable», estime Olivier de Schutter dans un entretien au Monde. Ce professeur de droit belge, secrétaire général depuis 2004 de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, a été nommé, le 26 mars, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation par le Conseil des droits de l'homme, basé à Genève.

Quelle sera votre première initiative pour faire face à la crise alimentaire?

Je vais recourir à «l'option nucléaire», en demandant une session spéciale du Conseil des droits de l'homme. Symboliquement, il s'agit de mettre les droits économiques et sociaux à égalité avec les droits civils et politiques, invoqués pour saisir le Conseil sur la situation au Darfour, en Birmanie ou dans les territoires palestiniens. Le Conseil ne peut rester silencieux. J'espère qu'il trouvera pour ce dossier l'unité qui fait défaut ailleurs.

La communauté internationale a-t-elle été prise de court par les émeutes de la faim?

Oui, et c'est inexcusable. Beaucoup criaient dans le désert depuis des années pour qu'on soutienne l'agriculture dans les pays en développement. Rien n'a été fait contre la spéculation sur les matières premières, prévisible, depuis qu'avec la chute de la Bourse les investisseurs se repliaient sur ces marchés. On paye 20 années d'erreurs. Avec l'augmentation de la demande alimentaire, l'offre ne suit plus. L'agriculture industrielle, fondée sur des intrants coûteux, montre ses limites.

Faut-il blâmer les institutions financières internationales?

Oui. Pendant 20 ans, elles ont gravement sous-estimé la nécessité d'investir dans l'agriculture — la

Banque mondiale l'a reconnu fin 2007. Et les plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international ont poussé les pays les plus endettés, notamment dans l'Afrique subsaharienne, à développer des cultures d'exportation et à importer la nourriture qu'ils consommaient. Cette libéralisation les a rendus vulnérables à la volatilité des prix.

L'ampleur de la crise vous a surpris?

Le plus étonnant est la rapidité de son explosion. Il a manqué une réaction coordonnée des États. Lors que l'Indonésie ou l'Inde imposent des restrictions à l'exportation, cela fait monter les prix sur les marchés internationaux, et il est plus difficile pour les Philippines d'acheter le riz dont elles ont besoin. Ces réactions désordonnées se contredisent. Le danger serait de mettre des pannes, en distribuant de l'aide alimentaire, sans travailler aux causes profondes derrière les réactions de panique des États.

Le pire est-il passé?

La crise va durer jusqu'aux récoltes du début de l'automne, qui, si elles sont bonnes, vont diminuer la tension sur les marchés. Le thermomètre va baisser, mais la maladie reste. C'est un rappel à l'ordre. L'ère de la nourriture bon marché est derrière nous. Les acteurs internationaux sont mobilisés et je pense qu'on parviendra à éviter la famine. Mais la malnutrition, qui a un impact considérable sur le développement des enfants, est à redouter. Les pauvres en milieu urbain et les populations des pays importateurs de nourriture seront les plus touchés.

Pensez-vous que le développement des agrocarburants, accusés de faire monter les prix, doit être l'objet d'un moratoire?

Au sens juridique, non. Je suis

d'accord avec sa dénonciation, avec des précisions. Il faut reconnaître le droit des pays à se développer. Le poids des bioéthanol au Brésil est tel que je n'imagine pas de retour en arrière. Certains agrocarburants de la première génération sont peut-être prometteurs: des plantes comme le jatropha, ou certaines variétés de sorgho, poussent sur des terres peu fertiles. Mais les objectifs ambitieux en matière de production de biocarburants que se sont fixés les États-Unis et l'Union européenne sont irresponsables. La production de colza, l'huile de palme, qui détruit les forêts en Indonésie, l'utilisation d'un quart de la récolte de maïs aux États-Unis, c'est un scandale, qui sert uniquement les intérêts d'un petit lobby, avec l'argent du contribuable. J'appelle au gel de tout investissement dans ce secteur. [...]

Les pays riches doivent-ils mettre fin aux subventions agricoles?

Je suis pour une suppression graduelle. L'OCDE paie chaque année à ses agriculteurs 350 milliards de dollars, contre un milliard en aide à l'agriculture pour les pays en développement. C'est une honte. Mais si on supprime les subventions immédiatement, les pays en développement, qui importent ces produits, devront les payer plus cher.

Avant, les États-Unis et l'UE déversaient l'aide alimentaire quand il y avait des surplus. Les prix baissaient alors, mettant en difficulté les producteurs locaux. Il faut au contraire les encourager à produire, acheter leurs produits sur les marchés locaux et les donner aux plus pauvres. Au lieu des cargos de blé qui traversent l'Atlantique, il faut une aide financière.

Propos recueillis par Philippe Bolopion Le Monde

## Une offre à Téhéran

Londres — Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, réunis hier à Londres, sont convenus de faire de nouvelles propositions à l'Iran pour l'inciter à renoncer à son programme nucléaire, a annoncé le chef de la diplomatie britannique, David Miliband.

Toutefois, un diplomate d'un pays de l'Union européenne a indiqué par la suite qu'aider Téhéran à développer de l'électricité nucléaire restait au cœur de la nouvelle offre qui renferme des éléments économiques propres à la rendre plus séduisante.

Jeudi, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, avait fait part de son scepticisme quant à de nouvelles mesures incitatives pour encourager l'Iran à mettre fin à son programme d'enrichissement d'uranium.

Elle avait à l'inverse appelé à une application plus stricte des sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies contre Téhéran.

Reuters

### EN BREF

## Les émissaires tibétains s'envolent vers Pékin

New Delhi — Des émissaires du dalaï-lama, le chef spirituel des Tibétains, se rendront aujourd'hui en Chine pour des discussions avec le gouvernement chinois sur la crise au Tibet, a annoncé hier le gouvernement tibétain en exil, à trois mois de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin. «Pendant cette brève visite, les émissaires vont aborder la question urgente de la crise actuelle dans les zones tibétaines», a déclaré le gouvernement en exil dans un communiqué publié sur son site Internet, évoquant des «entretiens informels». Fin avril, les Chinois se sont dits prêts à rencontrer des émissaires du dalaï-lama, mais ont poursuivi leur attaque contre le dirigeant tibétain. — AFP

## Retour des juges

Islamabad — Tous les magistrats pakistanais limogés par le président Pervez Musharraf pendant l'état d'urgence décrété en novembre dernier seront rétablis dans leurs fonctions le 12 mai, a-t-on appris hier de source gouvernementale à Islamabad. Nawaz Sharif, leader de La Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N), le deuxième parti de la coalition gouvernementale, s'est entretenu mercredi et jeudi à Doubaï avec Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto et dirigeant du Parti du peuple pakistanais (PPP), pour résoudre les dernières difficultés au retour de la soixantaine de juges qui avaient été sanctionnés pour avoir refusé l'imposition de l'état d'urgence le 3 novembre dernier. — Reuters

## Attentat au Yémen

Sanaa — Une bombe cachée dans une moto garée devant une mosquée de Saada, dans le nord du Yémen, a explosé hier, faisant 15 morts et plus de 60 blessés, a-t-on appris auprès des services de sécurité. Plusieurs suspects ont été interpellés à un barrage routier à Saada et une enquête préliminaire met en cause des rebelles partisans d'Abdoul Malik al-Houssi, dit-on de même source. Houssi a démenti tout rôle dans l'attentat. Les partisans de Houssi sont hostiles à l'alliance du Yémen avec les États-Unis, mais ils ne sont pas proches pour autant d'al-Qaïda, mouvement sunnite. — Reuters

## COLOMBIEN

SUITE DE LA PAGE A 9

En 2004, il avait participé, aux côtés des chefs paramilitaires, aux négociations avec le gouvernement. La police estime que les Mejia Munera sont à l'origine de centaines de crimes contre des paysans et des membres d'autres groupes de trafiquants.

Los Mellizos étaient considérés par les autorités comme les plus importants narcotraqueurs de Colombie après les arrestations en août 2007 au Brésil de Juan Carlos Abadia «Chupeta» et en septembre 2007 en Colombie de Diego Montoya, alias «Don Diego». L'autre chef «narco», Wilber Varela, alias «Jabon», avait été assassiné au Venezuela en février. La Colombie est le premier producteur mondial de cocaïne avec quelque 700 tonnes par an, selon des chiffres d'organisations internationales.

Agence France-Presse

UNE CITÉ POUR L'HOMME : SCIENCE ET RELIGION

**COLLOQUE**

Un grand débat opposant la science et la religion.  
Une invitation à fonder une cité idéale!

du 28 au 30 mai 2008

Programme et inscription: cite.clafleche.qc.ca

**AU COLLÈGE LAFLÈCHE DE TROIS-RIVIÈRES**

1687, boul. du Carmel, Trois-Rivières (Québec) G2Z 3R8  
Téléphone : 819 375-7346 / Télécopieur : 819 375-7347  
Site Internet : www.clafleche.qc.ca / Courriel : collage@clafleche.qc.ca

**CONFÉRENCIERS :**

Gérard Allard  
Sami Aoun  
Jean-Robert Armogathe  
Louis Balthazar  
Cyrille Barrette  
Marco Bélanger  
Bernard Boulet  
Laurent Drissen  
Yves Gingras  
Luc Ménard  
Jean Proulx  
Antoine Robitaille  
Jean-Claude Simard

COLLÈGE LAFLÈCHE TROIS-RIVIÈRES  
ENSEIGNEMENT PRÉUNIVERSITAIRE ET TECHNIQUE  
www.clafleche.qc.ca

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs M.Ps.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples  
20 ans d'expérience  
Vieux-Montréal

Membre U.P.Q., R.C.P.S.S. et A.M.F.Q.

LES NOUVELLES COLLECTIONS PRINTEMPS / ÉTÉ 2008 SONT ARRIVÉES!

SHIRT PASSION  
CONVERSE  
RAMOSPORT  
KALI ORÉA  
NORMA KAMALI  
TOMBOLINI  
OUI  
BANDOLERA  
VERTIGO  
YUKA

THIERRY MUGLER  
REPORTER  
NAVIGARE  
TORRAS  
TARENTINO  
TOMBOLINI  
CANTARELLI SARTORIA  
FABIO INGHIRAMI  
ETC.

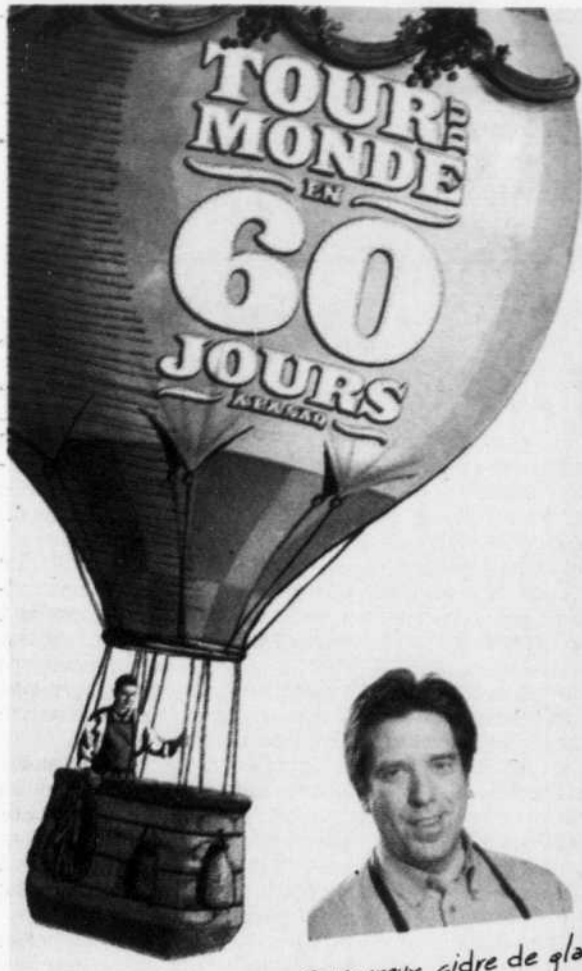
doice  
DANA  
doice  
UOMO

277, av. Laurier O.  
514-270-6154

Centre de Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125

Centre de Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999

5107, av. du Parc  
(angle Laurier)  
514-277-7558



# Prenez la route des Amériques à la SAQ!



**Bruno St-Jacques**  
Conseiller en vin  
SAQ Sélection Rivière-du-Loup

Savoureux cidre de glace du Québec, subtil chardonnay de la vallée de l'Okanagan, en Colombie-Britannique, pinot noir charmeur de la Napa Valley, en Californie... Les produits d'ici et de nos voisins du Sud connaissent un succès plus qu'enviable. De quoi les inviter à notre table, dès aujourd'hui!



**Lise Ouellet**  
Conseillère en vin  
SAQ Sélection Radisson, Montréal

L'Argentine est une terre d'abondance, où se mêlent tradition européenne et audace du Nouveau Monde. Le résultat? Des vins à la fois puissants et empreints de finesse, à l'image des artisans qui les élaborent. Embarkement immédiat pour ce vignoble du bout du monde, aujourd'hui à notre portée!

## ÉTATS-UNIS

**Qui dit vins américains, dit souvent vins californiens. Pourquoi?**

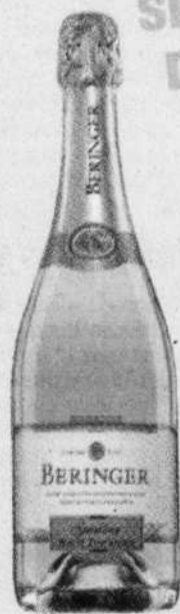
Ce n'est pas très étonnant, puisque près de 90% de la production viticole américaine provient du vignoble californien, où le climat est hautement favorable à la culture de la vigne. Mais on trouve aussi des vins fort intéressants dans les États de l'Orégon et de Washington.



**Accords parfaits**  
Soif de métissage culinaire?

Goûtez ces accords vins et mets et fusionnez les saveurs du monde.

- Sauvignon → Tapas
- Viognier → Poulet du général Tao
- Mousseux rosé californien → Crevettes à la thaï



**BERINGER**  
White Zinfandel Beringer  
États-Unis  
Vin mousseux rosé, 750 ml  
Code SAQ: I0802867  
Prix courant: **14,70 \$\***



**CA'DEL SOLO**  
BIG HOUSE RED  
États-Unis  
Vin rouge, 750 ml  
Code SAQ: 00308999  
Prix courant: **16,75 \$\***

SES COUPS DE CŒUR

## CANADA

**Quelles sont les bonnes découvertes à faire, côté vins québécois?**

Spontanément, je vous orienterais vers les vins blancs du Québec. Secs, vifs et fruités, ils sont très faciles à boire. Complices des plats délicats, ils feront merveille avec une salade de crabe ou une brochette de poissons ou de fruits de mer. Quant à nos vins rouges, leur légèreté et leur fraîcheur sauront rehausser vos viandes blanches grillées. Enfin, laissez-vous charmer par nos produits à base de pommes. Frais et pétillant à souhait, un crémant de pommes ravira vos invités à l'apéro.



**DOMAINE PINNACLE**  
CRÈME DE POMMES  
Québec  
Boisson à la crème, 750 ml  
Code SAQ: I0544722  
Prix courant: **28,30 \$\***



**FIVE VINEYARDS**  
MISSION HILL  
Pinot blanc,  
Okanagan Valley  
Canada  
Vin blanc, 750 ml  
SAQ code: 00300301  
Prix courant: **15,70 \$\***

SES COUPS DE CŒUR



**NIETO SENETINER**  
Malbec, mendoza  
Argentine  
Vin rouge, 750 ml  
Code SAQ: I0669883  
Prix courant: **12,60 \$\***



**TRAPICHE**  
Malbec, mendoza  
Argentine  
Vin rouge, 750 ml  
Code SAQ: 00430611  
Prix courant: **13,85 \$\***

SES COUPS DE CŒUR

**Accords parfaits**  
Du caractère et de l'élégance

Les vins argentins se font complices des plats robustes comme des plus fins.

- Sauvignon blanc → Sushis
- Chardonnay → Coquilles Saint-Jacques
- Mousseux à base de pinot noir → Bouchées pour l'apéro

**Accords parfaits**  
De l'entrée au dessert

Les produits canadiens rehausseront vos repas et vous invitent à l'audace.

- Cidre pétillant du Québec → Apéro
- Chardonnay du Niagara → Fettucine alfredo
- Cabernet-sauvignon de la vallée de l'Okanagan → Entrecôte sauce au poivre vert
- Cidre de glace → Tarte tatin



**À GAGNER:**  
un voyage pour explorer soit le Chili, l'Argentine, les États-Unis ou le Canada!

Une valeur approximative de 7000\$. Pour plus d'information, ou pour participer au concours, visitez sans tarder le

[www.saq.com/tourdu monde](http://www.saq.com/tourdu monde)

# ACTUALITÉS

## TÊTE

SUITE DE LA PAGE 1

Detroit. Les Penguins et les Sharks semblent à cet égard lourdement désavantagés, alors que les Stars, ah là là, je vous laisse réfléchir là-dessus.) Encore mieux: selon ce qu'un expert a expertisé l'autre jour, une fois la zone privilégiée bien encombrée, ils sont entrés dans la tête de Carey Price.

Sérieux. John Malkovich peut aller se rhabiller, si d'aventure il était nu jusque-là.

Reconnaissons qu'il faut un certain sans-gêne pour procéder ainsi, surtout avec un gars de 20 ans. Voilà d'ailleurs un constat qui semble avoir chuté sur les partisans de Canadien au cours des derniers jours. Avant, c'était Jesus Price et qu'est-ce qu'il est gros le Carey et par ici la bonne coupe et toutes ces choses, puis est survenu un renversement de la vapeur\*. Maintenant, il a 20 ans. Selon des sources, Carey Price n'a jamais été âgé de plus de 20 ans, mais bon, on en est désormais persuadé, il n'a que 20 ans. Ce «n' que» est essentiel pour comprendre la délicatesse de la situation. Vous souvient-il d'avoir eu 20 ans? C'était certes le bon temps, mais imaginez si des milliers de gens avaient collé des drapoux de vous sur leur char et attendu que vous leur procuriez un bonheur intense dans l'exercice de votre emploi d'été, auriez-vous su vous montrer à la hauteur? Je ne veux pas répondre à votre place, mais j'ai ma petite idée à ce sujet.

(\* Si jamais il vous arrive de renverser de la vapeur, ne partez pas en peur comme les fans de Canadien. C'est relativement peu salissant, et cela peut même entraîner un réchauffement de l'atmosphère.)

Donc, ils sont entrés dans sa tête, et comme une tête de 20 ans — Carey Price a 20 ans, notez-le pour vos archives — est déjà, même si on n'y trouve personne, encline à l'ébouriffure, voilà ce que ça donne. Difficile de montrer ce que vous avez dans le ventre quand un Umberger vous envahit le ciboulot.

Voyons par ailleurs ce qui se passe de l'autre côté. Canadien éprouve déjà de la difficulté à manoeuvrer en zone neutre, notamment mais non exclusivement à cause de la trappe. Et quand il arrive dans le territoire adverse, il tient son bâton trop serré, il lance d'angles trop aigus, et lorsqu'il tire d'angles obtus, il le fait de loin et télégraphie son geste. En effet, bien que sport rapide par excellence, le hockey sur glace professionnel n'a pas encore intégré les communications postmodernes dans son vocabulaire. On télégraphie un geste, on envoie les deux points par la poste, les arbitres disposent d'un archaïque réseau avec fil pour parler aux juges vidéo, alors qu'au fond, il serait plus logique de dire que le gardien ayant reçu instantanément l'avertissement qu'un boulet s'en venait, le défenseur a texte-message son lancer. «Courrier une feinte» pourrait aussi être accepté.

Des problèmes d'organisation, en somme, qui n'empêchent toutefois pas Canadien de dominer outrageusement l'ensemble du jeu. Mais le vrai problème, c'est que même quand tout fonctionne et qu'on obtient une bonne chance de marquer, Martin Biron se trouve inévitablement dans le chemin.

On en attendait un, l'autre est arrivé. Avant le début de la série, révélaient les analyses scientifiques, Carey Price devait mettre Martin Biron, éternel réserviste jusqu'à la présente saison — ce qui montre que si l'éternité est longue, surtout vers la fin, elle a bel et bien une fin, et tout ce qu'on vous a raconté à l'église quand vous étiez petits n'était que billevesées et calembredaines —, dans sa poche de derrière. Il était normal de penser ainsi, à la condition d'oublier une donnée fondamentale: Biron a 30 ans. Cela lui confère un avantage immense rapport à l'accessibilité à la tête. Plus encore: Biron aura 31 ans avant que Price n'en ait 21. La veille, en fait. Car vous ne le savez pas parce que vous ne consultez pas assez les tableaux statistiques, mais Martin Biron est né le 15 août 1977 et Carey Price le 16 août 1987. Avec toutes ces histoires de trucs avec pas de lendemain, je pense qu'on a ici une occurrence de la plus haute perplexité.

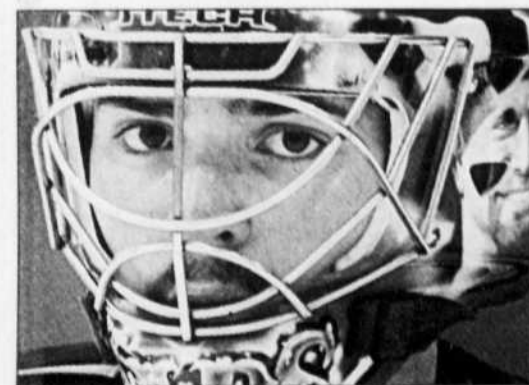
Oui, Biron est toujours dans le chemin, parce qu'il est bien placé, parce qu'il regorge de confiance, mais surtout parce que, attention on entre ici dans une région obscure, je nourris l'intime conviction que Biron est entré dans la tête de Canadien.

Pas sûr? Examinons les faits. Match numéro 4 de la série, Guy Carbonneau remplace Price par Jaroslav Halak. Or, si on a bien suivi le magistral exposé qui précède, on sait que le Philadelphie occupe la tête de Carey Price. Price est tranquillement assis au banc. Normalement, le Philadelphie devrait passer toute la rencontre à se la couler douce, à regarder aller Canadien depuis le bord de la patinoire. Mais comme tous les jours, on se retrouve à 2-0 Flyers en troisième période, Canadien est fru, et le Philadelphie gagne la joute. Ce n'est pas un hasard, non messieurs dames. Même à 2-2, c'est parce qu'il avait Biron dans sa tête que Steve Bégin a écopé d'une punition cruciale.

(Les plus anciens se souviendront à cet égard de la vieille toune de Garolou qui commençait par les mots «Quand Biron rentra...». Visionnaire.)

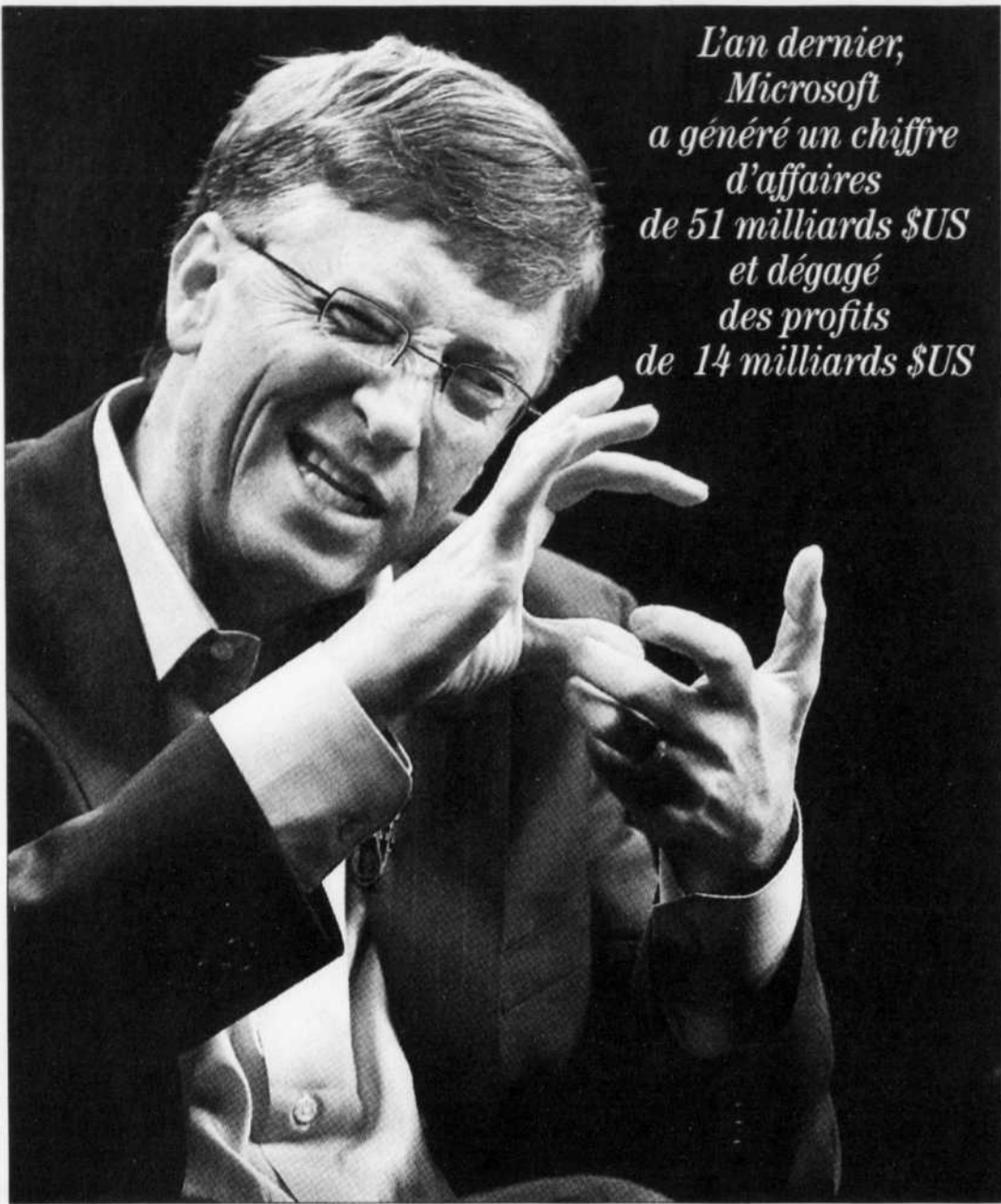
Résultat: contre toute attente, le Philadelphie mène 3-1 dans la série et Canadien surplombe le précipice. Il lui reste une chance, mais il doit gagner trois matchs de suite, sinon il faudra répondre à la dure question: qu'est-ce que ça donne de finir en tête si c'est pour se la faire entrer dedans? En attendant, comme disait le poète des ondes, la ville est knockée.

Le Devoir



Carey Price

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Bill Gates

REUTERS

L'an dernier, Microsoft a généré un chiffre d'affaires de 51 milliards \$US et dégagé des profits de 14 milliards \$US

## YAHOO!

SUITE DE LA PAGE 1

faire plus convaincante auprès de sa proie en majorant son offre de plusieurs dollars», selon le *New York Times*.

Ces derniers développements font suite à un discours que le président de Microsoft, Steve Ballmer, a prononcé devant ses employés jeudi. Selon des extraits du discours obtenus par le *Seattle Intelligencer*, M. Ballmer a dit qu'il savait exactement ce que valait Yahoo! et qu'il ne paierait «pas un sou de plus». Laisant planer la suspense à propos de son prochain geste, il a ajouté que Yahoo! «n'est pas la stratégie, il fait partie de la stratégie».

Ces propos vont dans le même sens qu'une récente entrevue avec le *Wall Street Journal* au cours de laquelle M. Ballmer, un vieil ami de Bill Gates, laissait entendre que l'existence de «bonnes circonstances» pourrait mener à une entente, mais que «sans les bonnes circonstances, ça ne se fera pas». L'entreprise n'a jamais exclu le recours à une offre d'achat carrément hostile, qui consisterait à contourner le conseil d'administration de Yahoo! et à s'adresser directement aux actionnaires.

### Ambitieux

La première offre d'achat de Microsoft pour Yahoo! s'élevait à 44,6 milliards, soit une très généreuse prime de 62 % par rapport à ce que valait Yahoo! sur le Nasdaq. Il s'agissait là de la proposition la plus ambitieuse depuis celle de 164 milliards \$US faite par AOL pour acquérir Time-Warner, en janvier 2000.

La veille de l'offre, le président de Microsoft, Steve Ballmer, avait écrit une lettre cinglante au conseil d'administration de Yahoo! lui disant ne pas comprendre les raisons pour lesquelles l'entreprise s'était entêtée, malgré des discussions informelles en 2006 et 2007, à faire cavalier seul plutôt que de se laisser avaler par Microsoft.

Depuis au moins 2007, l'avenir chez Yahoo! s'est embrouillé. Les actionnaires ont perdu confiance dans l'équipe de direction et plusieurs cadres supérieurs ont quitté l'entreprise. L'avis général veut que Yahoo! ait complètement raté son coup dans l'émergence des services de réseautage comme Facebook et se soit vite laissé dépasser par Google dans la hiérarchie des entreprises du secteur Internet.

Le *Wall Street Journal* a relancé le moulin à rumeurs en matinée hier. Cependant, les informations se sont multipliées vers 14h30. Il n'en fallait pas plus pour que les marchés s'excitent de nouveau à l'idée d'une offre d'achat sur Yahoo!. Sur le Nasdaq, l'action a bondi de 7 %, passant de 26,81 \$US à 28,67 \$US. Microsoft, pour sa part, a perdu 66 ¢ à 29,21 \$US.

### Jeux de coulisses

Ce revirement de situation constitue une surprise pour certains investisseurs puisque Microsoft avait adressé à Yahoo! un ultimatum arrivant à échéance

samedi dernier, 26 avril, lui demandant de se prononcer sur sa première offre. Yahoo! n'a rien fait.

Dans le chassé-croisé des jeux de coulisses, une autre série d'informations circulant cette semaine veut toutefois que Yahoo! soit sur le point de signer une entente de partenariat avec Google dans le créneau de la publicité sur Internet. Si une telle entente de sous-traitance voyait le jour, cela augurerait très mal pour la relation avec Microsoft, quelle qu'elle soit.

La publicité constitue le cœur de la bataille entre Google, Yahoo! et Microsoft. La ligne de front se trouve dans les liens commandités qui apparaissent dans les engins de recherche selon que l'internaute écrit tel ou tel mot clé. À l'heure actuelle, les trois quarts des recherches dans Internet se font par l'entremise de Google.

Lors de sa première offre d'achat, en février dernier, Microsoft avait écrit que le marché de la publicité en ligne «croît très vite, d'environ 40 milliards \$US en 2007 à environ 80 milliards \$US en 2010». Ce marché, précisait-elle, «est de plus en plus dominé par un seul joueur».

Cette apparence d'indignation affichée par Microsoft au sujet de Google avait fait sourcilier plusieurs analystes puisque le géant du logiciel a lui-même fait l'objet de nombreuses poursuites en raison de sa position dominante sur le marché.

L'an dernier, Microsoft a généré un chiffre d'affaires de 51 milliards \$US et dégagé des profits de 14 milliards \$US. Au 31 mars dernier, l'entreprise possédait 26 milliards \$US en argent comptant dans ses coffres. Yahoo! est beaucoup plus petit: en 2007, l'entreprise fondée par Jerry Yang a enregistré des revenus de seulement sept milliards \$US et inscrit un bénéfice de 660 millions \$US.

### Google tend la main

Lorsque Microsoft a déposé son offre pour Yahoo!, en février, Google a d'abord émis une opinion défavorable. Peu de temps après, le *New York Times* a toutefois écrit qu'en coulisse, le patron de Google, Eric Schmidt, avait appelé M. Yang pour lui proposer de l'aide afin de résister à l'assaut de Microsoft.

En matière de revenus, Google se situe entre les deux. Toutefois, sa croissance défie l'entendement. De 2002 à 2007, son chiffre d'affaires est passé de 440 millions \$US à 16,6 milliards \$US, et ses profits, de 100 millions \$US à quatre milliards \$US. Au 31 décembre dernier, elle disposait de liquidités totalisant quelque 16 milliards \$US, soit dix fois plus qu'il y a seulement cinq ans.

Quelle que soit l'entreprise qui acquerra Yahoo!, il faudra faire valider la transaction par les autorités fédérales, ce qui n'est pas gagné d'avance compte tenu des démêlés précédents de Microsoft avec le département de la Justice, sans compter la position dominante de Google sur le marché de la publicité sur Internet.

Le Devoir

## CANNON

SUITE DE LA PAGE 1

permet. Ayant atteint son plafond, le Parti conservateur a imputé des dépenses de publicité supplémentaires à 67 de ses candidats à travers le pays, dont 27 au Québec. Au total, la valeur de ces publicités s'est élevée à près de 1,4 million de dollars, dont plus de la moitié (761 000 \$) uniquement au Québec.

Mais les candidats sont eux aussi soumis à des limites de dépenses, individuelles celles-là. Certains candidats ayant plus d'espoir d'être élus que d'autres (comme M. Cannon, considéré comme une vedette) planifiaient de dépenser davantage pour leur propre compte. Ils n'avaient donc pas envie de prendre à leur charge une partie des dépenses de publicité nationale. On soupçonne donc le Parti conservateur d'avoir divisé la facture entre ses candidats en fonction uniquement de la marge de manoeuvre qu'il leur restait avant d'atteindre leur plafond.

Si c'est le cas, alors il s'agirait d'une preuve supplémentaire que les dépenses «locales» contestées par Elections Canada étaient en vérité des dépenses nationales qui auraient dû être imputées au PC. Le PC aurait alors dépensé 1,1 million de dollars de plus que ce qui était permis.

### Versions divergentes

L'ignorance de M. Cannon est d'autant plus surprenante que le Parti conservateur a déjà justifié en termes très simples son mode de répartition auprès du directeur général des élections, Marc Mayrand. Dans une lettre datée du 12 avril 2007, Susan Kehoe, ex-chef de la direction financière et aujourd'hui grande patronne du Parti conservateur, expliquait ainsi la formule de partage de la facture.

«Quand les candidats ont été invités à participer au concept d'achat médiatique régional, chacun a indiqué un degré de participation financière auquel il s'engageait», écrivait-elle dans cette lettre faisant partie de la liasse de documents judiciaires déposés dans le cadre de la perquisition menée par Elections Canada.

Mme Kehoe y explique que les «engagements» de chaque candidat dans une région donnée étaient additionnés. Le publicitaire proposait une combinaison de publicités télé et radio pouvant être achetées pour cette somme. Lorsqu'on recevait la facture définitive, elle était divisée au prorata des engagements initiaux entre les candidats. «En tout respect», écrivait Mme Kehoe, ce n'est pas à Elections Canada de décider si cette méthode de répartition des coûts partagés est plus raisonnable qu'une autre.»

L'explication de Mme Kehoe est toutefois contredite par d'autres documents remis à la Cour supérieure de l'Ontario. On y trouve une feuille où on fait état des prétendus «engagements» des candidats conservateurs. Dans certains cas, les pourcentages ne correspondent pas du tout à la réalité. En Estrie, par exemple, les sept candidats ayant prétendument accepté de participer se sont fait imposer des factures finales parfois trois fois plus élevées que ce que prévoyait l'entente initiale. Dans d'autres cas, elles étaient deux fois moins élevées.

### Trois mois de recherche

Elections Canada a jusqu'au 16 juillet pour décrire les documents saisis au quartier général du Parti conservateur, après quoi ceux-ci devront être rendus. Le parti s'oppose à ce que certains d'entre eux soient consultés, soit parce qu'ils n'ont aucun lien avec la cause en litige, soit parce qu'ils révéleraient la défense des conservateurs contre Elections Canada. Le PC poursuit en effet Elections Canada devant les tribunaux pour exiger le remboursement des dépenses jugées suspectes par le chien de garde des élections. Le PC estime que les conseils prodigués par son avocat relèvent du «privilège» avocat-client. Entre-temps, les documents, contenus dans 17 boîtes, sept disques durs et cinq enveloppes, sont sous scellés.

Un récent sondage Harris Decima-Canadian Press indique que 58 % des Canadiens ne croient pas les conservateurs lorsqu'ils disent n'avoir rien fait de répréhensible, contre seulement 26 % qui croient que leur défense est crédible. Ce sondage, basé sur 1000 entretiens téléphoniques effectués entre le 24 et le 28 avril, présente une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Le Devoir

## Un sonar pour examiner la maison de Fritzl

Amstetten, Autriche — Les enquêteurs ont poursuivi hier leurs recherches à Amstetten dans la maison de Josef Fritzl, accusé d'avoir séquestré sa fille pendant 24 ans dans une cave et de lui avoir fait sept enfants. Ils comptent utiliser la technologie du sonar pour s'assurer que la propriété ne recèle aucun autre «cachot» souterrain. Selon Leopold Etz, un responsable de la police, les enquêteurs interrogent également une centaine de personnes qui ont séjourné dans la maison de Josef Fritzl au fil des ans. D'autres personnes ayant affirmé connaître l'accusé, âgé de 73 ans, étaient également entendues. «Nous lançons un large filet. Cela fait beaucoup de travail», a souligné M. Etz. Les policiers fouillent minutieusement la propriété, qu'ils photographient et filment et dont ils dressent les plans. Ils comptent également utiliser un sonar pour déterminer si elle abrite d'autres pièces souterraines cachées. — PC

## Ottawa enquête mais ne peut protéger les marins dénonciateurs

Ottawa — Le ministre des Transports, Lawrence Cannon, a confirmé hier que son ministère enquêtait sur les allégations qu'un navire étranger aurait déversé des huiles usées au sud de Terre-Neuve, mais il n'a pas voulu s'engager à protéger les cinq marins à l'origine de la dénonciation.

Radio-Canada révélait jeudi que les cinq marins d'origine philippine qui ont levé le voile sur le déversement craignent désormais pour leur sécurité et leur emploi. Ils ont été pris en charge par la Fédération internationale des ouvriers du transport, qui a finalement couvert le coût de leurs billets d'avion pour les ramener aux Philippines. Les marins auraient perdu leur emploi.

«Il faut s'assurer que ceux et celles qui volontairement viennent fournir des renseignements et des informations sont d'abord crédibles, d'une part, mais aussi qu'ils le font sans menace», a commenté M. Cannon hier à sa sortie des Communies.

En fait, les règles en place permettraient de protéger des marins œuvrant sur des bateaux canadiens, mais les autorités ne disposeraient d'aucune mesure pour les ouvriers étrangers, comme c'est le cas pour ce navire qui battait pavillon grec, a expliqué Patrick Charette, porte-parole de Transports Canada.

Le ministre Cannon a davantage mis l'accent sur l'importance de déterminer si le déversement a bel et bien

eu lieu. «Ce qui est important pour nous, c'est de nous assurer que les eaux canadiennes ne soient pas polluées», a fait valoir le ministre, rappelant que le gouvernement a mis en place une politique de «tolérance zéro» l'an dernier.

Les avocats du ministère continuent de survoler la région pour tenter de retrouver des traces de ce déversement, qui se serait produit le 24 ou le 25 avril. Des inspecteurs ont également recueilli les témoignages des cinq marins. Les marins soutiennent que le porte-conteneurs MSC Trinidad, actuellement retenu au port de Montréal, aurait délibérément renversé 25 tonnes d'huiles usées près de Terre-Neuve.

La Presse canadienne

**LE DEVOIR**  
www.ledevoir.com  
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.  
Renseignements et administration : 514-985-3333

**Comment nous joindre ?**

**La rédaction**  
Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

**La publicité**  
Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

**Les avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

**Les petites annonces et la publicité par regroupement**  
Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

**Les abonnements**  
Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

**L'agenda culturel**  
Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec Inc., 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.